

Chiffres clés sur l'Europe

STATISTIQUES ILLUSTRÉES

Édition 2018



PUBLICATIONS
STATISTIQUES

eurostat 

Chiffres clés sur l'Europe

STATISTIQUES ILLUSTRÉES

Édition 2018

Printed by Imprimerie Bietlot in Belgium

Manuscrit achevé en juin 2018

Ni la Commission européenne ni aucune personne agissant au nom de la Commission n'est responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations données ci-après.

Luxembourg : Office des publications de l'Union européenne, 2018

Thème : Statistiques générales et régionales

Collection : Publications statistiques

© Union européenne, 2018

Réutilisation autorisée, moyennant mention de la source.

La politique de réutilisation des documents de la Commission européenne est régie par la décision 2011/833/UE (JO L 330 du 14.12.2011, p. 39).

Droit d'auteur des cartes :

Limites administratives : © EuroGeographics © ONU-FAO © Turkstat

Les frontières et les noms indiqués sur ces cartes ainsi que les désignations qui y sont utilisées n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielle de la part de l'Union européenne.

Pour toute utilisation ou reproduction d'éléments non couverts par le droit d'auteur de l'UE, l'autorisation doit être obtenue directement auprès des titulaires du droit d'auteur.

Pour en savoir plus, veuillez consulter :

<https://ec.europa.eu/eurostat/fr/about/policies/copyright>

Print : ISBN 978-92-79-77875-9

ISSN 1831-323X

doi : 10.2785/08192

Cat. No : KS-EI-18-001-FR-C

PDF : ISBN 978-92-79-97113-6

ISSN 2315-2028

doi : 110.2785/657365

Cat. No : KS-EI-18-101-FR-N

Préface

Cette nouvelle édition de *Chiffres clés sur l'Europe — Statistiques illustrées* marque un nouveau départ par rapport aux éditions précédentes. Avec davantage d'éléments visuels, des formats innovants pour présenter les données et des textes plus courts, notre objectif est de mieux répondre aux besoins de nos utilisateurs tout en atteignant également un public plus large et plus diversifié.

Cette publication vous présente une sélection des statistiques les plus importantes et les plus intéressantes sur l'Union européenne (UE). Tirant parti de l'énorme volume de données disponible à Eurostat, nous voudrions vous aider à mieux comprendre la situation présente et les récentes évolutions au sein de l'Union en ce qui concerne la population et la société, l'économie et les entreprises, ainsi que l'environnement et les ressources naturelles.

Vous trouverez de plus amples informations sur le portail Statistics Explained, qui fait partie du site web officiel d'Eurostat et présente des sujets statistiques de manière aisément compréhensible. Les données les plus récentes et les plus complètes peuvent également être téléchargées sur le [site web d'Eurostat](#).

J'espère que vous trouverez dans cette nouvelle publication des informations intéressantes et utiles pour votre travail mais aussi pour votre vie quotidienne.



Mariana Kotzeva
Directrice générale, Eurostat

Résumé

Chiffres clés sur l'Europe — *Statistiques illustrées* présente une sélection de données statistiques sur l'Union européenne (UE). La plupart des données couvrent l'Union européenne et ses États membres ainsi que les pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE). Cette publication peut être considérée comme une introduction aux statistiques européennes et constitue un point de départ pour tous ceux qui souhaitent explorer la large palette de données accessibles gratuitement sur le site web d'Eurostat <https://ec.europa.eu/eurostat//fr> et présentées dans un grand nombre d'articles en ligne sur Statistics Explained.

Équipe éditoriale

Helene Strandell et Pascal Wolff
Eurostat, unité B4 — Diffusion et support aux utilisateurs

Coordonnées

Eurostat
Bâtiment Joseph Bech
5, rue Alphonse Weicker
2721 Luxembourg
Courriel : estat-user-support@ec.europa.eu

Conception

Office des publications de l'Union européenne, Département de conception graphique

Production

La présente publication a été réalisée par Giovanni Albertone, Simon Allen et Andrew Redpath — INFORMA s.à r.l.

Pour plus d'informations

Site web d'Eurostat : <https://ec.europa.eu/eurostat/fr>
Statistics Explained : https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Main_Page/fr

Remerciements

L'équipe éditoriale de cette publication adresse ses remerciements à tous les collègues d'Eurostat qui ont contribué à sa réalisation.

Table des matières

Préface	3
Table des matières	5
Introduction	7
1. Population et société	11
Population	12
Santé	17
Éducation	20
Marché du travail	22
Conditions de vie	26
Société numérique	29
2. Économie et entreprises	31
Économie et finances	32
Prix	34
Finances publiques	36
Commerce international	38
Entreprises	42
Recherche et développement	49
Tourisme	50
3. Environnement et ressources naturelles	53
Transport	54
Énergie	58
Environnement	63
Agriculture	67
Glossaire	69

Introduction

Structure de la publication

Chiffres clés sur l'Europe — Statistiques illustrées fournit aux utilisateurs de statistiques officielles une vue d'ensemble des innombrables informations disponibles sur *le site web d'Eurostat* et dans ses bases de données en ligne. La publication a été conçue pour présenter un ensemble équilibré d'indicateurs, accompagné de nombreuses informations transversales.

Chiffres clés sur l'Europe — Statistiques illustrées comprend une introduction et trois grands chapitres. L'introduction présente des informations sur l'extraction et la couverture des données et, plus généralement, sur la manière d'accéder aux statistiques européennes. Les grands chapitres de cette publication traitent des domaines suivants : population et société (population, santé, éducation, marché du travail, conditions de vie et société numérique) ; économie et entreprises (économie et finances, prix, commerce international, entreprises, recherche et développement et tourisme) ; environnement et ressources naturelles (transport, énergie, environnement et agriculture).

Chacun de ces chapitres présente quelques indicateurs clés : les lecteurs découvriront de nombreuses informations supplémentaires sur *le site web d'Eurostat*, qui propose des publications thématiques plus détaillées et des bases de données en ligne.



Extraction des données et couverture

Extraction des données

Les données statistiques présentées dans cette publication ont été extraites en mai 2018. Le texte accompagnant ces données a été rédigé en juin 2018.

Couverture géographique des données

Cette publication présente généralement des informations pour l'**UE-28** (un agrégat/une moyenne couvrant les 28 États membres de l'UE), ainsi que pour chaque État membre de l'UE et les quatre pays de l'**AELE**. L'ordre des États membres dans les graphiques reflète généralement leur classement selon la valeur du ou des indicateurs illustrés.

La présente carte identifie les États membres de l'Union européenne et les pays de l'AELE et localise leurs capitales.





Couverture temporelle des données

Si les données pour une année de référence (ou période de référence) ne sont pas disponibles pour un pays spécifique, des données pour les années de référence précédentes ont été intégrées, dans la mesure du possible, dans les tableaux et les graphiques (ces exceptions font l'objet de notes de bas de page).

Accès aux statistiques européennes

Le moyen le plus simple pour accéder au large éventail d'informations statistiques d'Eurostat est de consulter son site web (<https://ec.europa.eu/eurostat/fr>). Eurostat offre aux utilisateurs un accès gratuit et en ligne à ses bases de données et à ses publications au format PDF. Le site web est mis à jour quotidiennement et présente les informations statistiques les plus récentes et complètes disponibles sur l'Union européenne, ses États membres, les pays de l'AELE et les pays de l'élargissement.

Les codes de données en ligne d'Eurostat, tels que **nama_10_gdp**, permettent d'accéder aisément aux données les plus récentes sur le site web d'Eurostat. Dans la présente publication statistique, ces codes ont été insérés dans la mention de la source sous chaque graphique.

Liste des pays

Belgique	BE	Italie	IT	Roumanie	RO
Bulgarie	BG	Chypre	CY	Slovénie	SI
République tchèque	CZ	Lettonie	LV	Slovaquie	SK
Danemark	DK	Lituanie	LT	Finlande	FI
Allemagne	DE	Luxembourg	LU	Suède	SE
Estonie	EE	Hongrie	HU	Royaume-Uni	UK
Irlande	IE	Malte	MT		
Grèce	EL	Pays-Bas	NL	Islande	IS
Espagne	ES	Autriche	AT	Liechtenstein	LI
France	FR	Pologne	PL	Norvège	NO
Croatie	HR	Portugal	PT	Suisse	CH

1

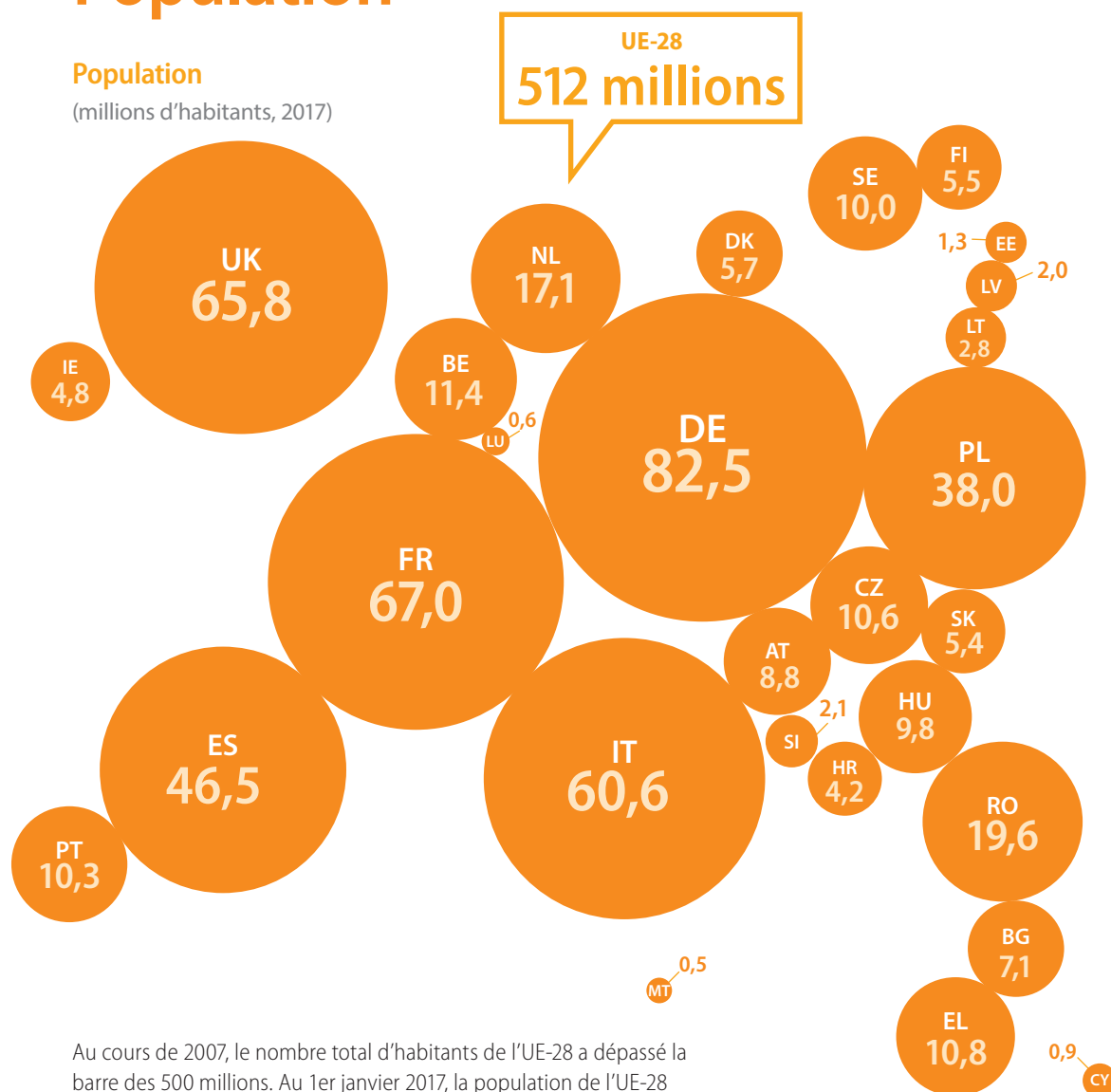
Population et société



Population

Population

(millions d'habitants, 2017)



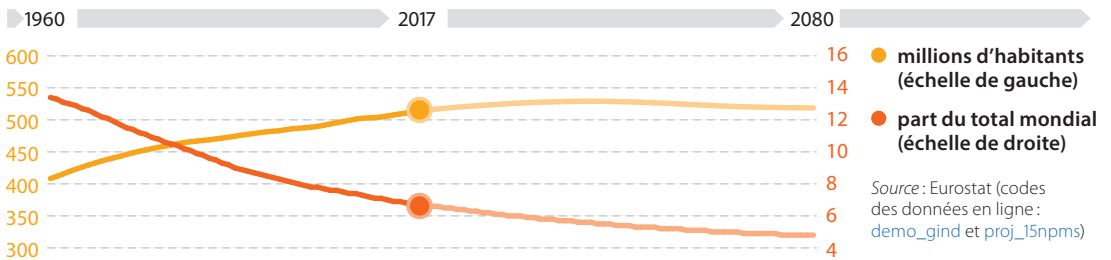
Au cours de 2007, le nombre total d'habitants de l'UE-28 a dépassé la barre des 500 millions. Au 1er janvier 2017, la population de l'UE-28 était estimée avoir atteint 511,5 millions d'habitants, soit 1,2 million de plus qu'un an auparavant.

D'importantes différences s'observent dans les niveaux de population entre les États membres de l'Union : au 1er janvier 2017, le nombre total d'habitants allait de 0,5 million à Malte jusqu'à 82,5 millions en Allemagne. Ensemble, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, l'Italie, l'Espagne et la Pologne représentaient 70,5 % de la population totale de l'UE.

Source : Eurostat (code des données en ligne : [demo_gind](#))

Évolution de la population

(millions et part en pourcentage du total mondial, UE-28, 1960-2080)

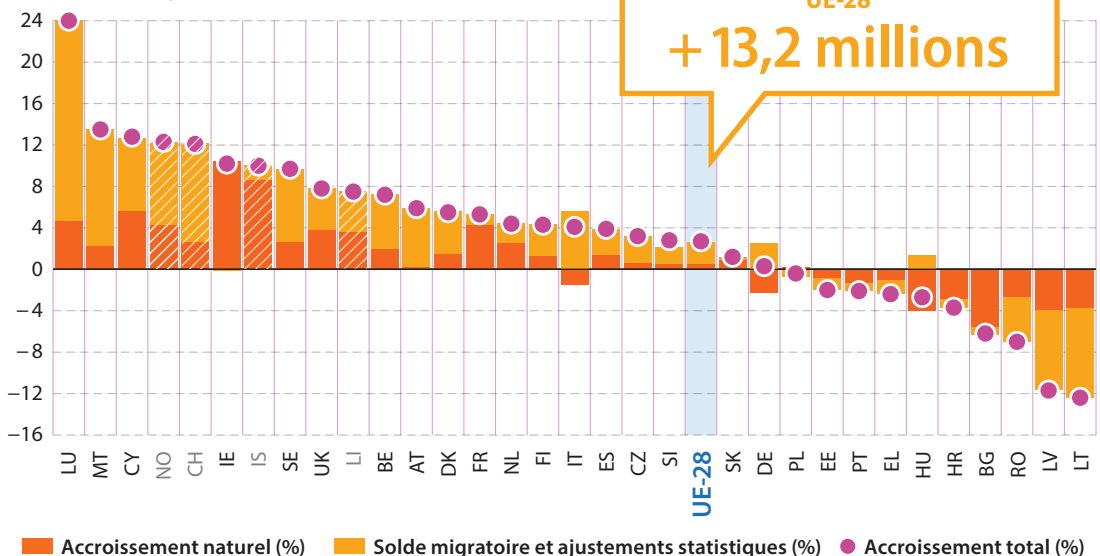


En comparaison avec les évolutions actuelles dans de nombreuses autres régions du monde, le nombre total d'habitants vivant au sein de l'UE-28 augmente à un rythme relativement lent. En 1983, la part de l'UE-28 dans la population mondiale est tombée en-dessous d'un dixième (9,9 %) et cette tendance à la baisse a continué jusqu'en 2017, où l'UE-28 comptait 6,8 % de la population mondiale. D'après les prévisions, la

population de l'UE-28 devrait augmenter, bien que lentement, jusqu'en 2045 (529,1 millions d'habitants), suite à quoi elle diminuera pour atteindre 518,8 millions d'habitants en 2080. Les évolutions prévues, en conjonction avec une accélération de la croissance de la population dans le reste du monde, impliquent que moins d'une personne sur vingt dans le monde — 4,8 % — vivra au sein de l'UE-28 d'ici 2080.

Évolution de la population par pays

(en pourcentage de la population totale, 2007-2017)



Entre le 1er janvier 2007 et 2017, la population de l'UE-28 a augmenté de 13,2 millions (soit 2,7 %). Au cours de cette période, le nombre d'habitants au Luxembourg a augmenté de près d'un quart (24,0 %) ; à l'autre extrémité, le nombre d'habitants en Lituanie a diminué de 12,4 %. La situation en Allemagne et en Italie présentait un intérêt particulier, dans la mesure

où ces deux pays ont connu une réduction naturelle de leurs populations (davantage de décès que de naissances), mais celle-ci a été plus que compensée par l'augmentation du solde migratoire et des ajustements statistiques, de sorte que leurs populations totales ont continué à augmenter.

Source : Eurostat (code des données en ligne : [demo_gind](#))



Taux de fécondité

(naissances vivantes par femme, 2016)

Dans les pays développés, un taux de fécondité total de 2,1 enfants est considéré comme le niveau de remplacement : en d'autres termes, le nombre moyen de naissances vivantes par femme nécessaire pour maintenir le nombre total d'habitants à un niveau constant (en l'absence de migrations).

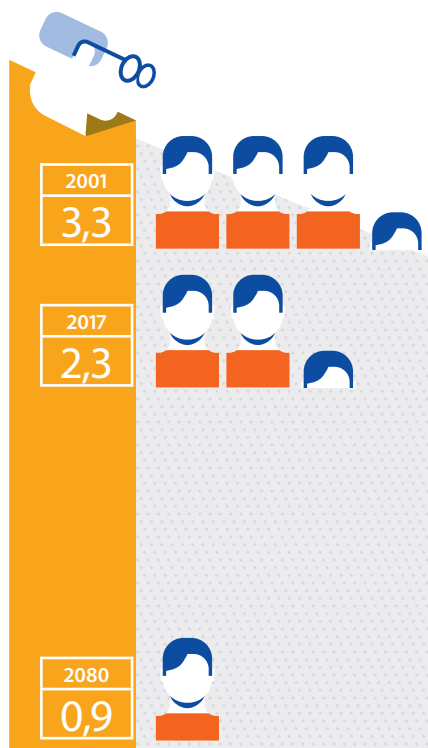
En 2016, le taux de fécondité total au sein de l'UE-28 s'élevait, en moyenne, à 1,60 naissance vivante par femme. Ce taux allait d'un maximum de 1,92 naissance vivante par femme en France à un minimum de 1,34 en Espagne et en Italie ; le taux de fécondité était également relativement faible dans les autres États membres du sud de l'Union — la Grèce, Chypre, Malte et le Portugal — chacun de ces pays présentant un taux inférieur à 1,40 (tel était également le cas en Pologne).

Source : Eurostat (code des données en ligne : [demo_find](#))



Population vieillissante

(taux des personnes âgées de 15 à 64 ans par rapport aux personnes âgées de 65 ans et plus, UE-28, 2001, 2017 et 2080)

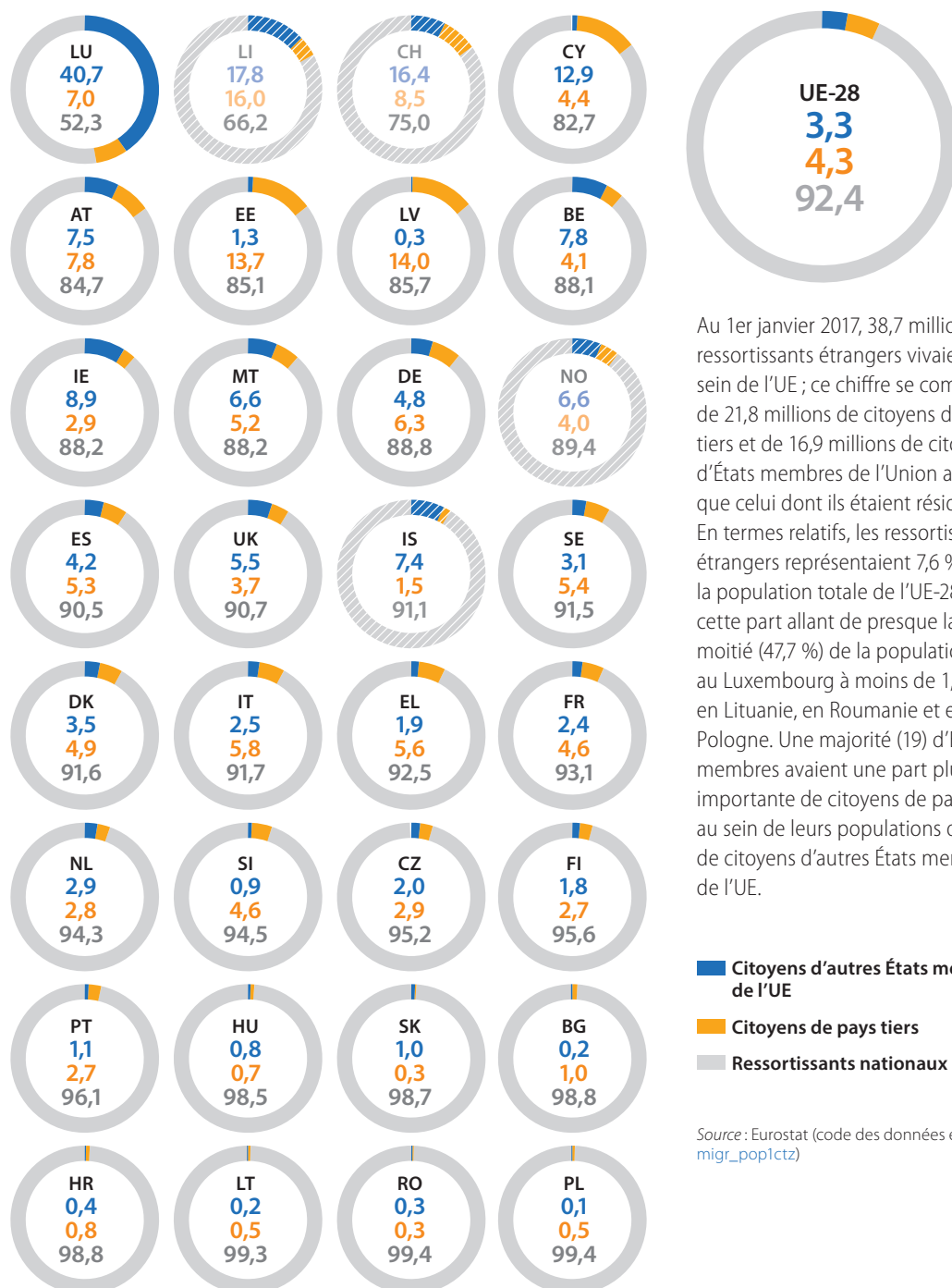


Source : Eurostat (codes des données en ligne : [demo_pjan](#) et [proj_15ndbims](#))

Le vieillissement de la population s'observe dans une bonne partie de l'Europe depuis plusieurs décennies. Les modifications de la structure de la population peuvent avoir de fortes implications sur un ensemble de questions, y compris les recettes et dépenses publiques, les fonds de pension, la santé et l'aide sociale. D'après les prévisions, la part des personnes âgées dans la population de l'UE-28 — définies ici comme les personnes âgées de 65 ans et plus — devrait presque doubler entre 2017 et 2080. En d'autres termes, ce taux va passer d'une situation dans laquelle on compte 2,3 personnes en âge de travailler pour chaque personne âgée en 2017 à une situation où l'on compte à peine 0,9 personne en âge de travailler pour chaque personne âgée d'ici 2080.

Population par nationalité

(part en pourcentage de la population totale, 1er janvier 2017)



Au 1er janvier 2017, 38,7 millions de ressortissants étrangers vivaient au sein de l'UE ; ce chiffre se composait de 21,8 millions de citoyens de pays tiers et de 16,9 millions de citoyens d'États membres de l'Union autres que celui dont ils étaient résidents. En termes relatifs, les ressortissants étrangers représentaient 7,6 % de la population totale de l'UE-28, cette part allant de presque la moitié (47,7 %) de la population au Luxembourg à moins de 1,0 % en Lituanie, en Roumanie et en Pologne. Une majorité (19) d'États membres avaient une part plus importante de citoyens de pays tiers au sein de leurs populations que de citoyens d'autres États membres de l'UE.

102 415 Syrie

Premières demandes d'asile

(nombre de demandes introduites par des citoyens de pays tiers, UE-28, 2017)

Le nombre de primo-demandeurs d'asile au sein de l'UE-28 est passé de moins de 200 000 en 2009 à plus de 1,2 million tant en 2015 qu'en 2016, soit l'équivalent de 0,2 % de la population totale de l'UE. En 2017, le nombre de primo-demandeurs d'asile au sein de l'UE-28 est retombé à 651 000. Les citoyens syriens représentaient le nombre le plus élevé de demandeurs (102 000), suivis par les citoyens irakiens (48 000) et afghans (44 000).

47 560 Irak

43 760 Afghanistan

39 105 Nigeria

29 590 Pakistan

24 370 Érythrée

22 100 Albanie

19 305 Bangladesh

17 730 Guinée

17 285 Iran

14 640 Turquie

14 020 Côte d'Ivoire

12 730 Somalie

12 680 Russie

12 505 Gambie

Gambie

Guinée

Côte d'Ivoire

Nigeria

Russie

Albanie

Turquie

Syrie

Irak

Iran

Afghanistan

Pakistan

Bangladesh

Érythrée

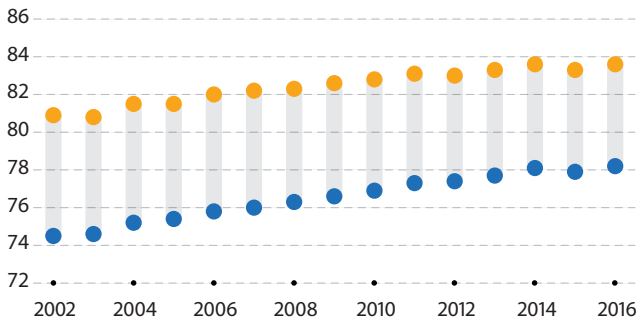
Somalie

Source : Eurostat
(code des données en ligne :
migr_asyappctza)

Santé

Espérance de vie à la naissance

(années, UE-28, 2002-2016)



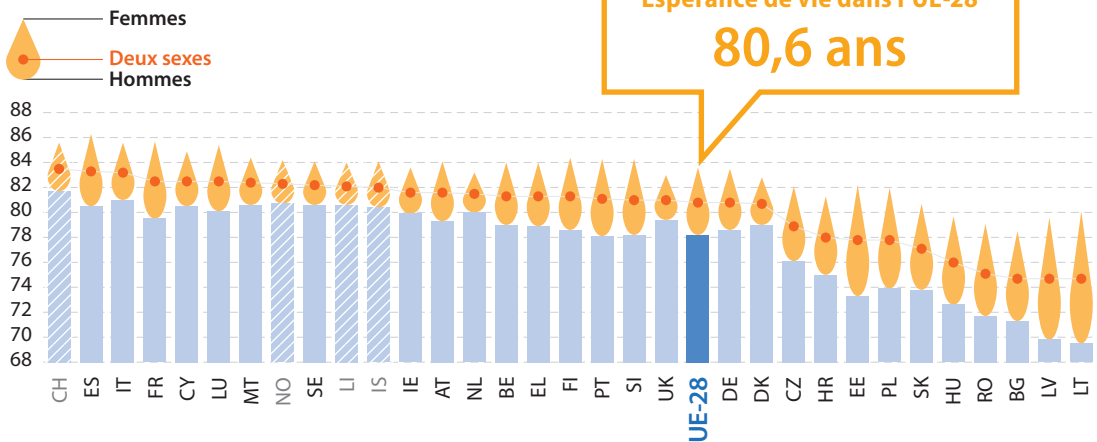
En 2016, l'espérance de vie à la naissance était de 83,6 ans pour les femmes et de 78,2 ans pour les hommes. Depuis 2002, l'espérance de vie au sein de l'UE-28 a augmenté de 2,7 ans pour les femmes et de 3,7 ans pour les hommes, réduisant ainsi l'écart entre les deux sexes.

● Femmes
● Hommes

Source : Eurostat (code des données en ligne : [demo_mlexpec](#))

Espérance de vie à la naissance par pays

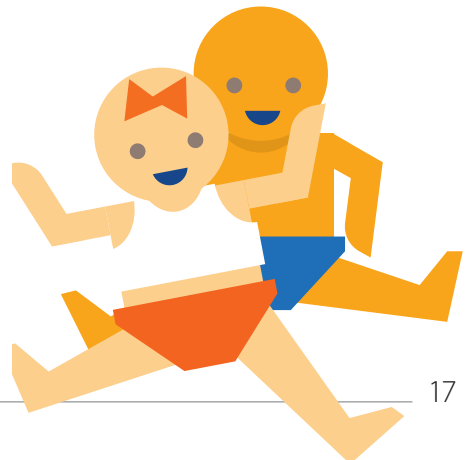
(années, 2016)



Espérance de vie dans l'UE-28
80,6 ans

Source : Eurostat (code des données en ligne : [demo_mlexpec](#))

L'espérance de vie à la naissance la plus élevée (pour les deux sexes) a été enregistrée en Espagne (83,5 ans), alors que la plus courte l'a été en Bulgarie, en Lettonie et en Lituanie (74,9 ans dans les trois cas). Un écart entre les sexes (espérance de vie plus élevée pour les femmes) existait dans chaque État membre de l'Union, atteignant un maximum de 10,6 années en Lituanie.



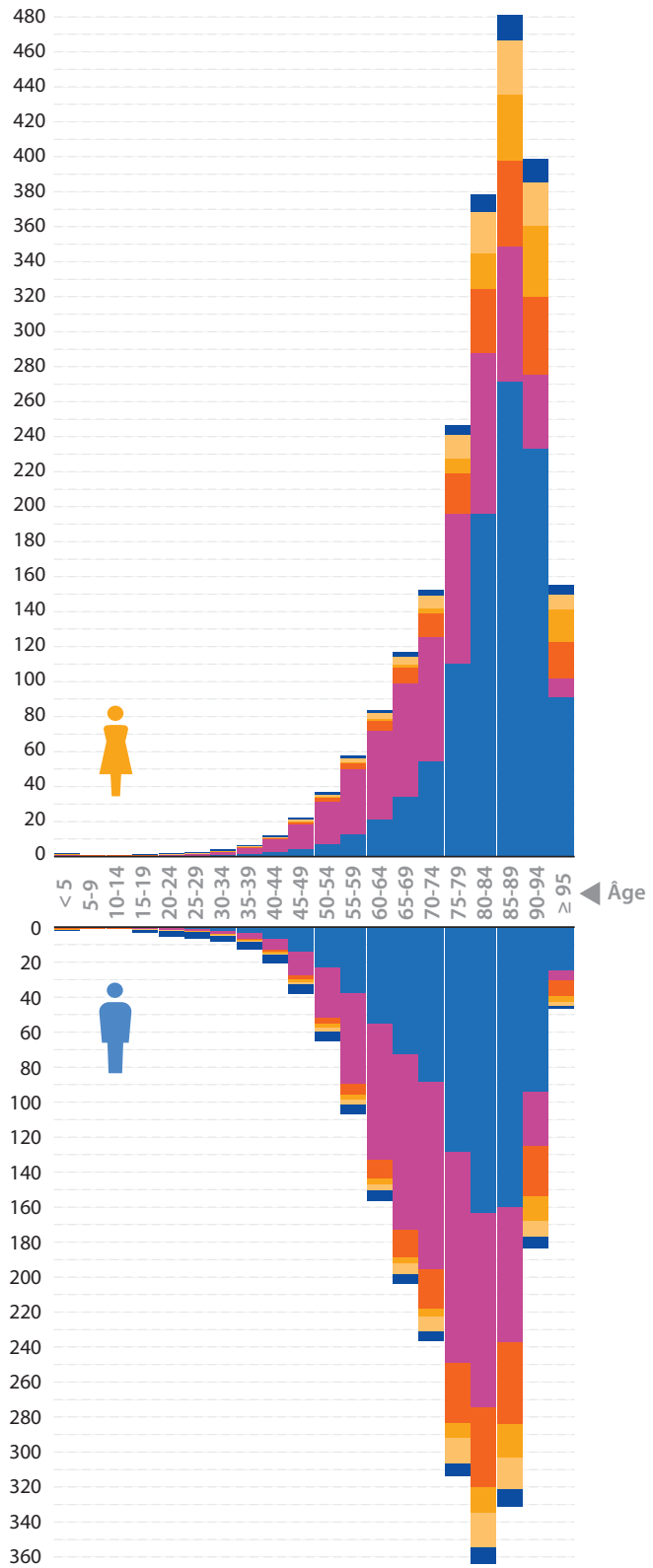
Principales causes de décès

(milliers de décès par sexe et par tranches d'âge, UE-28, 2015)

En 2015, plus d'un tiers (36,7 %) des décès au sein de l'UE-28 ont été causés par des maladies de l'appareil circulatoire, alors que plus d'un quart (25,4 %) l'ont été par des cancers. Les maladies de l'appareil circulatoire étaient la première cause de décès parmi les personnes âgées de 75 ans et plus. Le cancer était la principale cause de décès pour les personnes âgées de 35 à 74 ans : sa part dans la totalité des décès culminait à 43,8 % pour le groupe des personnes âgées de 60 à 64 ans. Alors que le nombre d'enfants et de jeunes à mourir chaque année est nettement moindre, la principale cause de décès pour la plupart des groupes plus jeunes était les accidents (avec un maximum de 35,6 % enregistré parmi la population âgée de 15 à 19 ans).

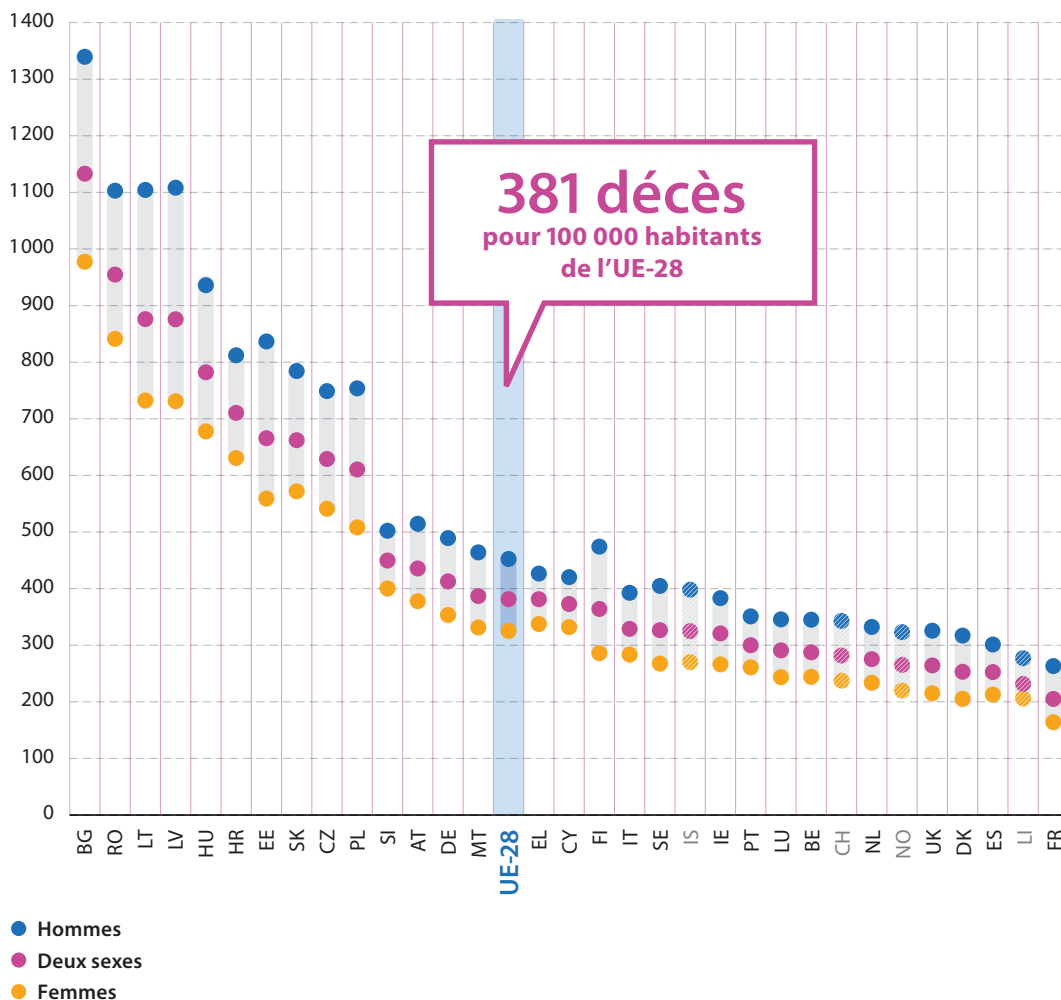
- Maladies de l'appareil circulatoire
- Cancer (tumeurs malignes)
- Maladies des voies respiratoires
- Troubles mentaux ou comportementaux
- Maladies du système nerveux et des organes sensoriels
- Accidents

Source : Eurostat (code des données en ligne : hlth_cd_aro)



Décès causés par des maladies de l'appareil circulatoire

(décès pour 100 000 habitants par sexe, 2015)



Alors que les maladies de l'appareil circulatoire sont la première cause de décès au sein de l'UE, d'importantes différences s'observaient en 2015 entre les pays : une personne vivant en Bulgarie (1 333 décès pour 100 000 habitants) avait 5,5 fois plus de risques de mourir des suites d'une maladie de l'appareil circulatoire qu'une personne vivant en France (205 décès pour 100 000 habitants). Dans chacun des États membres de l'UE, les hommes couraient plus de risques (que les femmes) de mourir des suites de maladies de l'appareil circulatoire. Cet écart entre les sexes était particulièrement marqué en Finlande, où le taux de mortalité chez les hommes était supérieur de 66 % à celui observé chez les femmes.

Source : Eurostat (code des données en ligne : hlth_cd_asdr2)

97,2	RO
92,7	LI
90,7	FI
81,4	LU
76,9	FR
71,6	PL
71,0	EE
68,9	LV
67,0	CY
66,0	BE
63,4	BG
61,9	SK
55,1	MT
54,0	SE
50,9	CZ
49,6	NO
48,8	SI, HR
47,9	UE-28
45,7	IS
38,5	HU
37,8	AT
35,8	IT
33,7	DE
31,9	NL
31,7	LT
30,8	DK
21,0	ES
6,7	PT
6,1	IE
5,4	UK
0,6	EL

Éducation

Apprentissage des langues étrangères

(millions d'élèves dans chaque niveau d'éducation, UE-28, 2016)

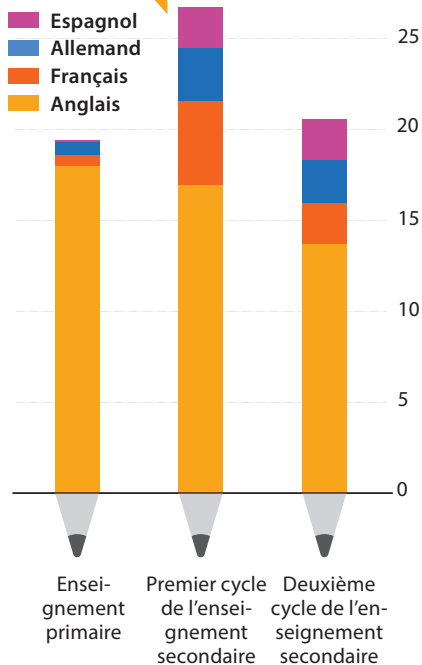
Comme l'indique le graphique de droite, un peu plus de quatre élèves de l'enseignement primaire sur cinq (80,6 % soit 18 millions) au sein de l'UE-28 étudiaient l'anglais comme langue étrangère en 2016 ; très peu étudiaient une autre langue étrangère, quelle qu'elle soit, avec l'allemand comme seconde langue la plus étudiée (0,7 million).

Presque la totalité (16,9 millions) des élèves du premier cycle de l'enseignement secondaire au sein de l'UE-28 étudiaient l'anglais. En comparaison avec les élèves de l'enseignement primaire, une part plus importante d'élèves du premier cycle de l'enseignement secondaire étudiait le français (4,6 millions) et l'allemand (3,0 millions). Quelque 86,1 % des élèves du deuxième cycle de l'enseignement secondaire continuaient à étudier l'anglais au sein de l'UE-28.

47,9 %
des élèves de l'UE-28
étudient plus d'une
langue étrangère



48,6 millions
d'élèves de l'UE-28 étudient l'anglais



Remarque : un élève peut étudier plus d'une langue (et pourrait ainsi être comptabilisé plus d'une fois).

Source : Eurostat (code des données en ligne : educ_uae_lang01)

Apprentissage de deux langues étrangères ou plus

(part en pourcentage des élèves du deuxième cycle de l'enseignement secondaire, 2016)

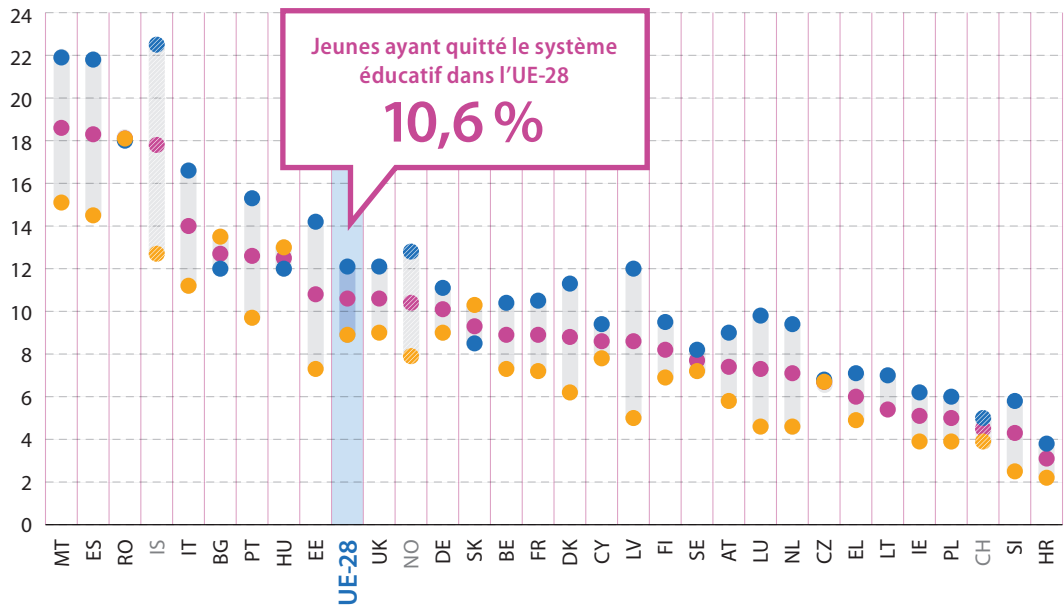
En 2016, presque la moitié (47,9 %) des étudiants du deuxième cycle de l'enseignement secondaire au sein de l'UE-28 étudiaient deux langues étrangères ou plus. Cette part atteignait plus de quatre étudiants sur cinq au Luxembourg, en Finlande et, en particulier, en Roumanie (qui présentait la part la plus élevée parmi les États membres de l'Union, avec 97,2 %). En revanche, moins d'un étudiant du deuxième cycle de l'enseignement secondaire sur dix étudiait deux langues étrangères ou plus au Portugal, en Irlande (données de 2013), au Royaume-Uni (données de 2014) et, en particulier, en Grèce (0,6 %).

Remarque : données 2015 pour UE-28 et BE. Données 2014 pour UK. Données 2013 pour IE.

Source : Eurostat (code des données en ligne : educ_uae_lang02)

Jeunes ayant quitté prématurément le système d'éducation et de formation

(part en pourcentage des jeunes femmes/hommes âgé(e)s de 18 à 24 ans, 2017)



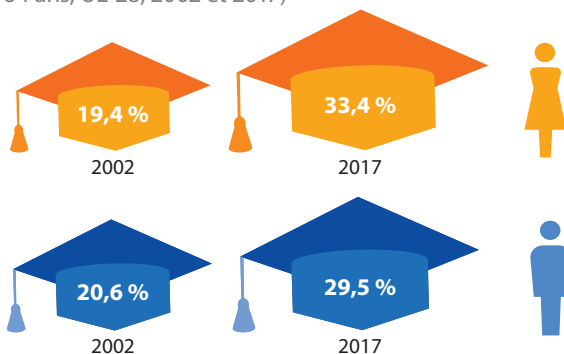
- Hommes
- Deux sexes
- Femmes

Source : Eurostat (code des données en ligne : [edat_lfse_14](#))

Les personnes quittant le système d'éducation à un âge relativement jeune courent davantage le risque de la pauvreté, du chômage, de l'exclusion sociale ou d'une santé dégradée. L'UE s'est fixé l'objectif de réduire la part des jeunes quittant prématurément le système d'éducation et de formation au sein de l'UE à 10,0 % d'ici 2020. En 2017, cette proportion s'élevait à 10,6 %, allant d'un maximum de 18,6 % à Malte à un minimum de 3,1 % en Croatie. Les jeunes hommes (12,1 % pour l'UE-28) couraient davantage que les jeunes femmes (8,9 %) le risque de quitter prématurément le système d'éducation et de formation ; les seules exceptions à cette tendance parmi les États membres de l'Union étaient la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie et la Slovaquie.

Niveau d'enseignement supérieur

(part en pourcentage des femmes/hommes âgé(e)s de 25 à 64 ans, UE-28, 2002 et 2017)



Source : Eurostat (code des données en ligne : [edat_lfse_03](#))

La proportion des personnes (âgées de 25 à 64 ans) au sein de l'UE-28 diplômées de l'enseignement supérieur a augmenté de 20,0 % en 2002 à 31,5 % en 2017. Cette augmentation au sein de l'UE-28 a été plus rapide pour les femmes (de 19,4 % à 33,4 %) que pour les hommes (de 20,6 % à 29,5 %) et, depuis 2006, plus de femmes (que d'hommes) dans cette tranche d'âge sont en possession d'un diplôme de l'enseignement supérieur. En 2017, 45,9 millions de femmes âgées de 25 à 64 ans étaient en possession d'un diplôme de l'enseignement supérieur, contre 40,0 millions d'hommes.

Marché du travail

Composition du marché du travail

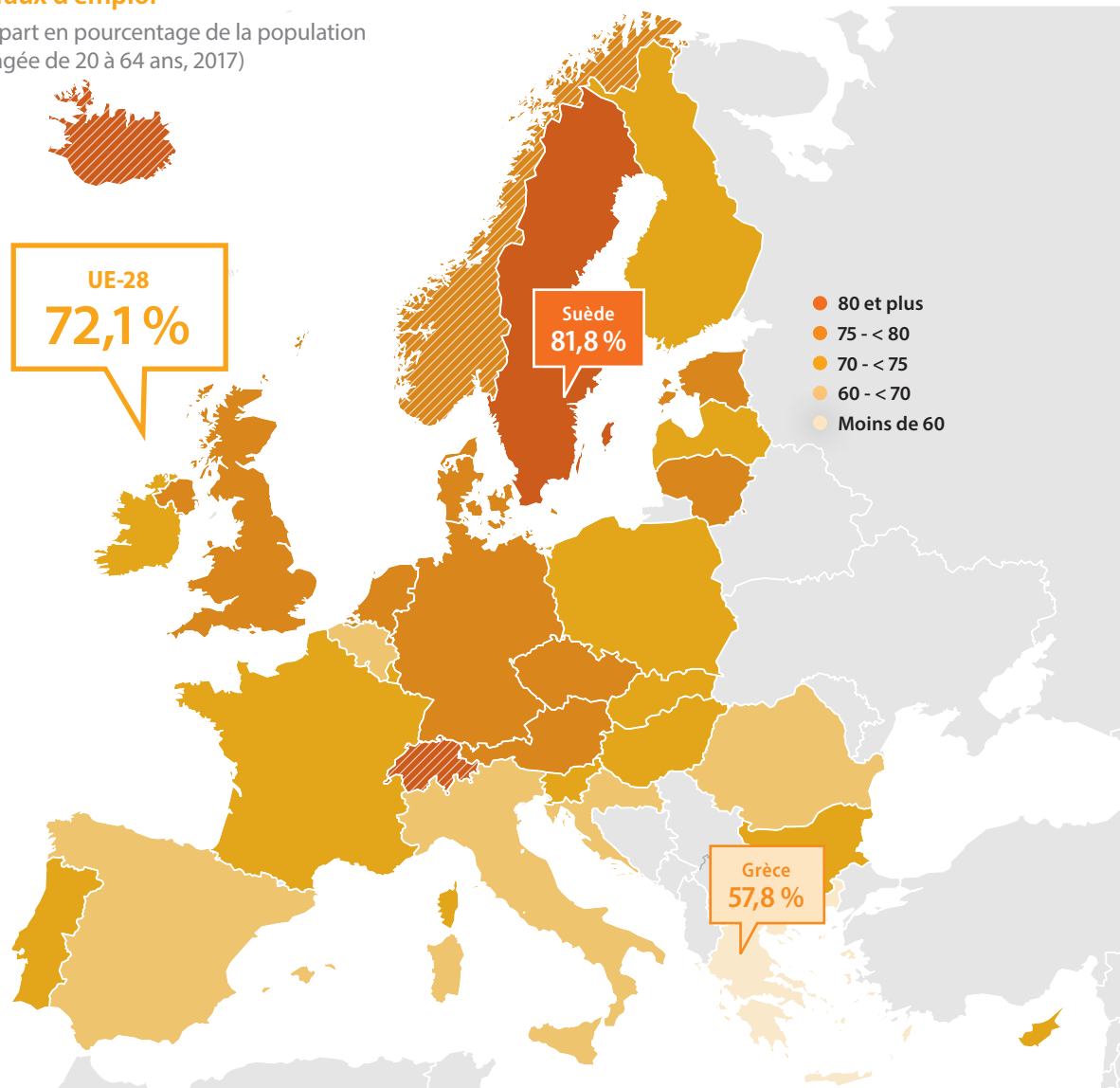
(millions de personnes âgées de 15 à 74 ans, UE-28, 2017)



Source : Eurostat (code des données en ligne : lfsa_pganws)

Taux d'emploi

(part en pourcentage de la population âgée de 20 à 64 ans, 2017)



En 2017, le taux d'emploi des personnes âgées de 20 à 64 ans au sein de l'UE-28 était de 72,1 %. Il s'agissait du taux le plus élevé enregistré depuis 2002, avec des augmentations largement attribuables à une part croissante de femmes actives. Malgré cela, le taux d'emploi des hommes au sein de l'UE-28 est resté supérieur de quelque 11,5 points de pourcentage au taux d'emploi des femmes (77,9 % contre 66,4 %).

En 2017, la Suède était l'unique État membre de l'Union avec plus de quatre personnes âgées de 20 à 64 ans sur cinq (81,8 %) à occuper un emploi ; à l'autre extrémité, moins de deux tiers de cette tranche de la population était occupée en Espagne, en Croatie et en Italie, cette part ayant chuté à 57,8 % en Grèce.

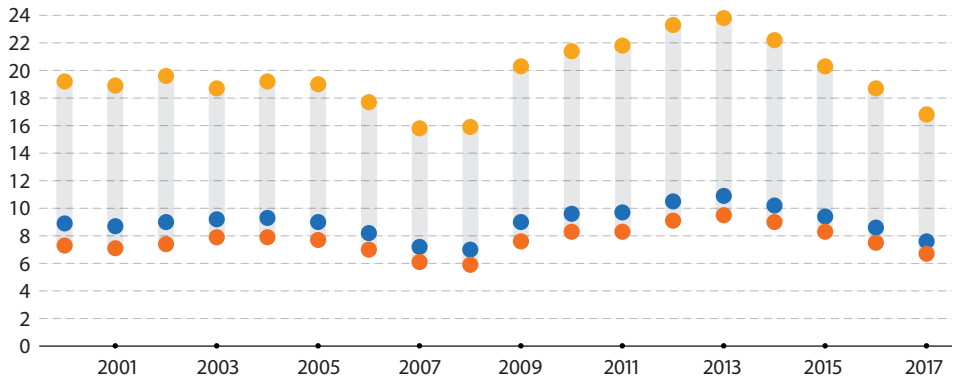
Source : Eurostat (code des données en ligne : ifsa_ergan)

21,5 EL

Évolution du taux de chômage

(part en pourcentage de la population active, par âge, UE-28, 2000-2017)

17,2 ES



- **Personnes âgées de 15 à 24 ans**
- **Total (personnes âgées de 15 à 74 ans)**
- **Personnes âgées de 25 à 74 ans**

En 2008, le taux de chômage total (personnes âgées de 15 à 74 ans) au sein de l'UE-28 a atteint un minimum de 7,0 % avant de repartir fortement à la hausse suite à la crise économique et financière mondiale jusqu'en 2013 (10,9 %). Ce taux a depuis lors diminué, pour revenir à 7,6 % en 2017.

Le taux de chômage des jeunes (personnes âgées de 15 à 24 ans) est généralement fortement supérieur au taux de chômage total. Le taux de chômage des jeunes au sein de l'UE-28 a également atteint un pic en 2013, à 23,8 %. En 2017, le taux de chômage des jeunes au sein de l'UE-28 (16,8 %) était 2,2 fois supérieur au taux de chômage global.

Source : Eurostat
(code des données en ligne :
[une_rt_a](#))

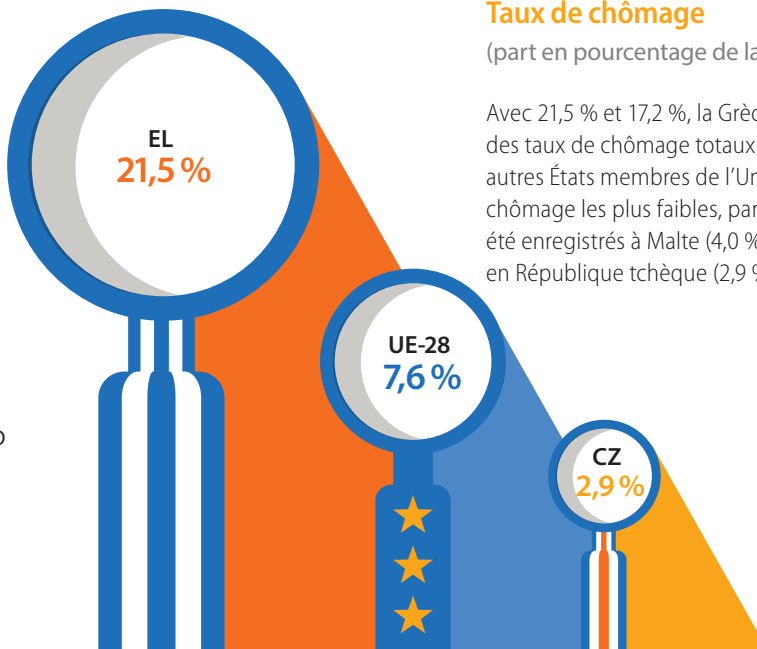
11,2 IT
11,1 CY, HR

9,4 FR
9,0 PT
8,7 LV
8,6 FI
8,1 SK
7,6 UE-28
7,1 BE, LT
6,7 IE, SE
6,6 SI
6,2 BG
5,8 EE
5,7 DK
5,6 LU
5,5 AT
4,9 NL, PL, RO
4,4 UK
4,2 HU, NO
4,0 MT
3,8 DE
2,9 CZ
2,8 IS

Taux de chômage

(part en pourcentage de la population active, 2017)

Avec 21,5 % et 17,2 %, la Grèce et l'Espagne ont connu des taux de chômage totaux bien plus élevés que les autres États membres de l'Union en 2017. Les taux de chômage les plus faibles, parmi les États membres, ont été enregistrés à Malte (4,0 %), en Allemagne (3,8 %) et en République tchèque (2,9 %).



Source : Eurostat (code des données en ligne :
[une_rt_a](#))

Écart de rémunération entre hommes et femmes

(différence entre le salaire des hommes et le salaire des femmes en pourcentage du salaire des hommes, 2016)

L'écart de rémunération entre les hommes et les femmes donne un aperçu des différences de salaire entre les hommes et les femmes et mesure un concept plus large que celui d'une «rémunération égale pour un travail de même valeur». La réduction de cet écart est une des principales priorités des politiques d'égalité entre les sexes tant au niveau de l'UE qu'au niveau national.

La rémunération horaire moyenne des hommes au sein de l'UE-28 était supérieure de 16,2 % à celle des femmes en 2016. L'écart de rémunération entre les hommes et les femmes était inférieur à 6,0 % en Roumanie, en Italie et au Luxembourg, mais dépassait les 20,0 % en Autriche, au Royaume-Uni, en Allemagne et en République tchèque, avec un pic de 25,3 % en Estonie.

Remarque : données 2014 pour IE, EL et HR.

Source : Eurostat (code des données en ligne : [earn_gr_gpgg7z](#))

EE 25,3

CZ 21,8

DE 21,5

UK 21,0

AT 20,1

SK 19,0

PT 17,5

FI 17,4

LV 17,0

CH 17,0

IS 16,3

UE-28 16,2

NL 15,6

FR 15,2

DK 15,0

NO 14,9

BG 14,4

LT 14,4

ES 14,2

HU 14,0

IE 13,9

CY 13,9

SE 13,3

EL 12,5

MT 11,0

HR 8,7

SI 7,8

PL 7,2

BE 6,1

LU 5,5

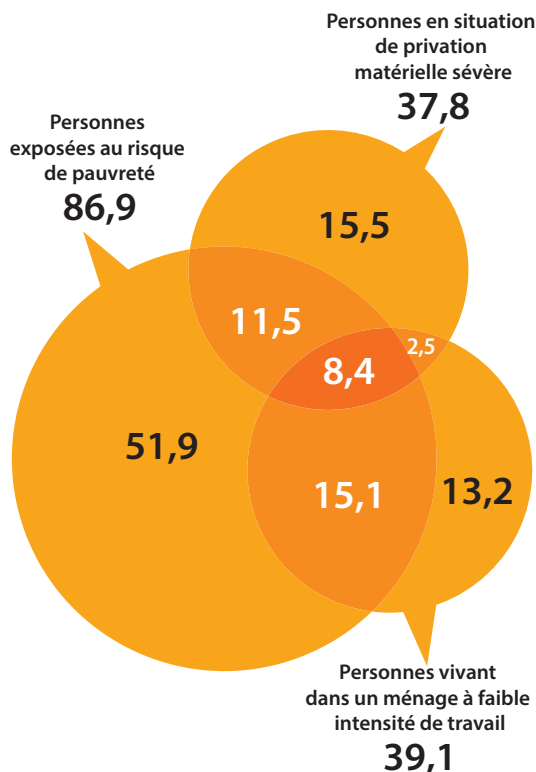
IT 5,3

RO 5,2

Conditions de vie

Population exposée au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale

(millions de personnes, UE-28, 2016)



En 2016, 118 millions de personnes, soit 23,5 % de la population de l'UE-28, étaient exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale. Cela signifie qu'elles se trouvaient dans au moins une des trois situations suivantes : exposées au risque de pauvreté après transferts sociaux ; soumises à une privation matérielle sévère, ou vivant dans un ménage à faible intensité de travail. Le risque le plus élevé de pauvreté ou d'exclusion sociale était celui de la pauvreté monétaire, à savoir les personnes exposées au risque de pauvreté après transferts sociaux. En 2016, 51,9 millions de personnes au sein de l'UE-28 se trouvaient dans cette situation, tandis que 35,0 millions de personnes supplémentaires se trouvaient en situation de pauvreté monétaire parallèlement à au moins une des deux autres conditions.

Source : Eurostat (code des données en ligne : ilc_pees01)

Personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale dans l'UE-28
23,5 %



Population exposée au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale par pays

(part en pourcentage de la population totale, 2016)

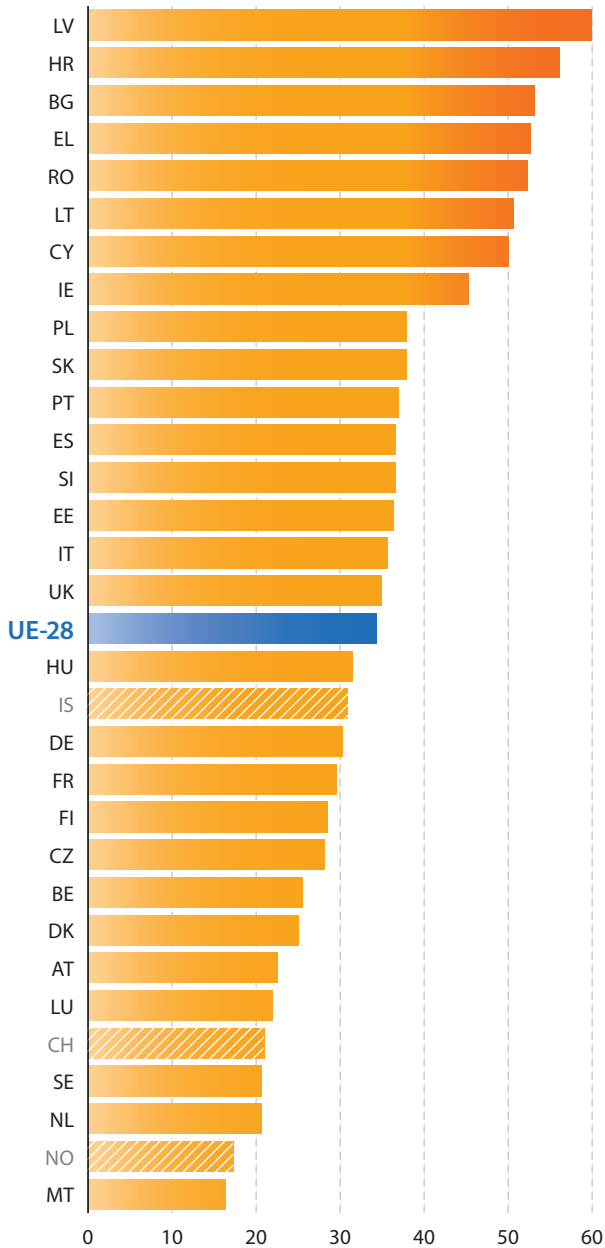
En 2016, la part de la population exposée au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale a culminé, parmi les États membres de l'Union, à 40,4 % en Bulgarie, tandis que plus d'un tiers de la population en Roumanie et en Grèce était également exposée au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale. À l'autre extrémité, une proportion relativement faible de la population de la République tchèque — proche d'un huitième (ou 13,3 %) — était exposée au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale.

Source : Eurostat (code des données en ligne : ilc_pees01)

40,4	BG
38,8	RO
35,5	EL
30,2	LT
29,9	IT
28,6	LV
27,9	ES, HR
27,6	CY
26,2	HU
25,0	PT
24,4	EE
24,2	IE
23,5	UE-28
22,2	UK
21,9	PL
20,6	BE
20,1	MT
19,8	LU
19,7	DE
18,5	SI
18,3	FR, SE
18,0	SK, AT
17,8	CH
16,8	DK
16,7	NL
16,6	FI
15,3	NO
13,3	CZ
12,2	IS

Incapacité de faire face à des dépenses imprévues

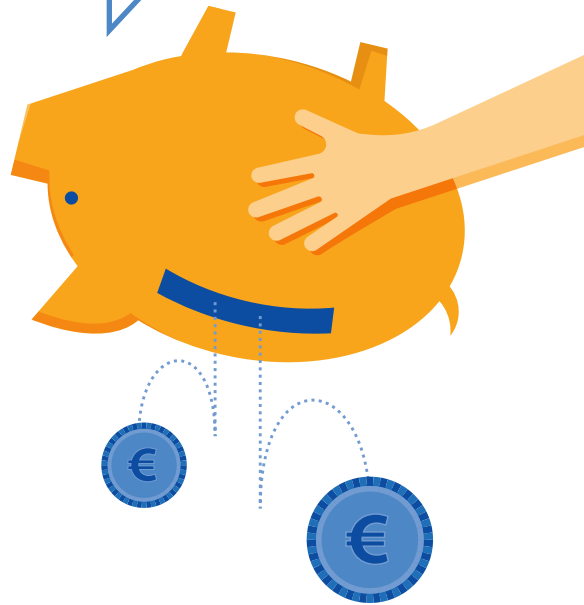
(part en pourcentage de la population totale, 2017)



Remarque : données 2016 pour IE, PL, SK, AT, LU, SE, IS et CH.

Source : Eurostat (code des données en ligne : ilc_mdcs04)

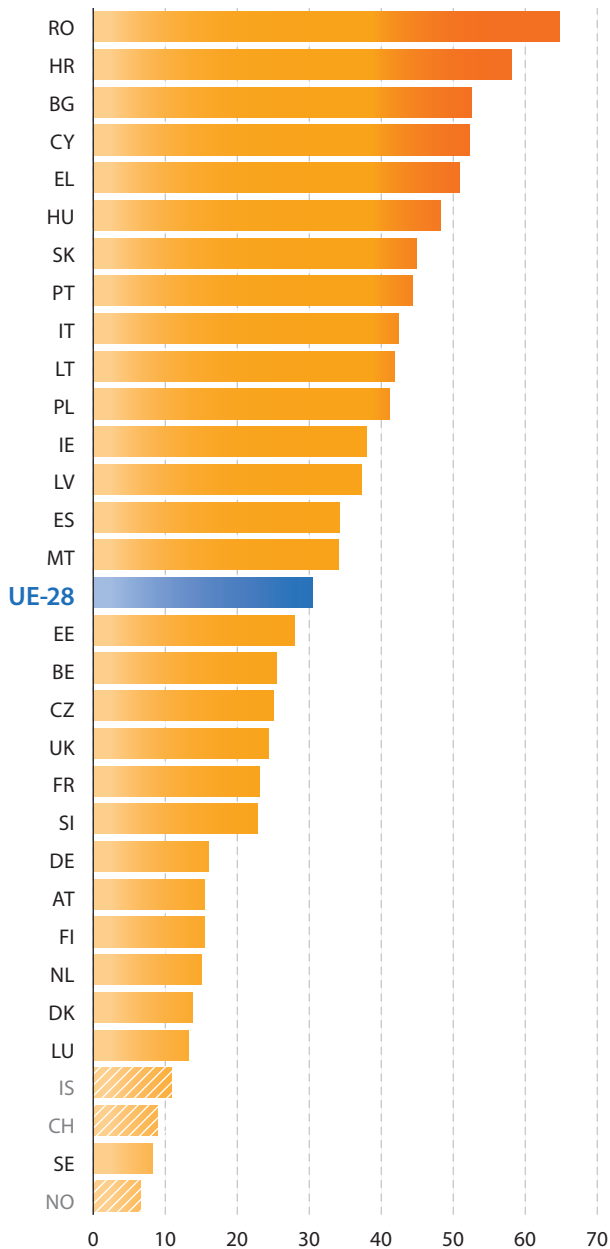
34 %
de la population de l'UE-28 sont incapables
de faire face à des dépenses imprévues



La privation matérielle correspond à l'incapacité forcée (par opposition au choix de ne pas le faire) à payer ou se permettre des dépenses spécifiques. Un exemple concerne les dépenses imprévues. En 2017, plus d'un tiers (34,3 %) de la population de l'UE-28 se trouvait dans l'incapacité de faire face à de telles dépenses imprévues, avec des proportions particulièrement importantes observées parmi les jeunes, les personnes seules avec des enfants à charge ou les chômeurs. Dans sept États membres de l'Union, plus de la moitié de la population se trouvait dans l'incapacité de faire face à des dépenses imprévues, avec un pic en Lettonie (59,9 %) et en Croatie (56,1 %). En revanche, une personne sur six se trouvait dans l'incapacité de faire face à de telles dépenses à Malte (16,3 %).

Incapacité de s'offrir une semaine de vacances annuelles loin du domicile

(part en pourcentage de la population totale, 2017)



Remarque : données 2016 pour IE, PL, SK, AT, LU, SE, IS et CH.

Source : Eurostat (code des données en ligne : ilc_mdcs02)



31%

de la population de l'UE-28 se trouvent dans l'incapacité de s'offrir une semaine de vacances loin du domicile

Une autre composante du taux de privation matérielle est l'incapacité de s'offrir une semaine de vacances loin du domicile, qui concernait un peu plus de 3 personnes sur 10 (30,5 %) au sein de l'UE-28 en 2017. Presque deux tiers (64,8 %) de la population en Roumanie se trouvaient dans l'incapacité de s'offrir une semaine de vacances, alors que c'était également le cas pour plus de la moitié de la population en Croatie, en Bulgarie, à Chypre et en Grèce. En revanche, en Suède, moins d'une personne sur dix (8,2 % ; données de 2016) se trouvaient dans l'incapacité de s'offrir une semaine de vacances loin du domicile.

Société numérique

Usage de l'internet

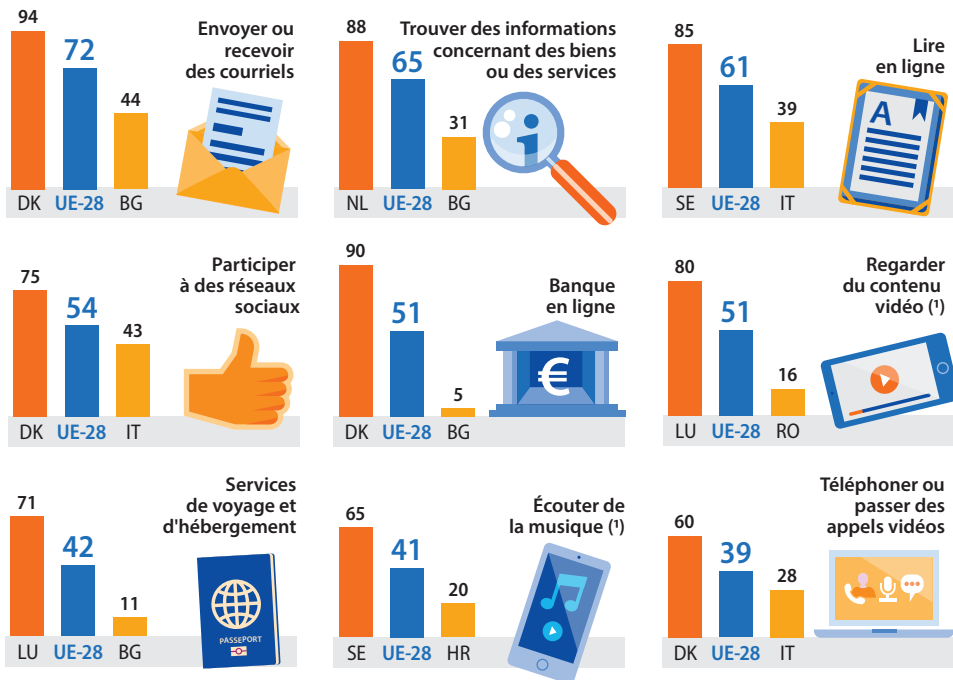
(part en pourcentage des personnes âgées de 16 à 74 ans, 2017)

Internet fait aujourd'hui partie intégrante de la vie de la plupart des personnes, modifiant la manière dont elles étudient, travaillent, communiquent et profitent de leur temps libre. En 2017, plus de quatre adultes sur cinq (84 %) âgés de 16 à 74 ans au sein de l'UE-28 ont déclaré avoir utilisé l'internet au cours des trois derniers mois. Cette part allait de 97 % au Danemark et au Luxembourg à 67 % en Croatie, 64 % en Roumanie et 63 % en Bulgarie.

Source : Eurostat
(code des données en ligne :
isoc_ci_ifp_iu)

Activités sur l'internet

(part en pourcentage des personnes âgées de 16 à 74 ans, 2017)



■ Valeur la plus élevée

■ Valeur pour l'UE-28

■ Valeur la plus basse

(!) Données 2016.

Source : Eurostat (code des données en ligne : isoc_ci_ac_i)

L'internet est de plus en plus répandu : non seulement le nombre d'utilisateurs en ligne va croissant mais le nombre d'appareils connectés à l'internet est en augmentation (par exemple, équipements de télécommunications, véhicules et électroménager). Au sein de l'UE-28, les activités les plus communément réalisées sur l'internet au cours du premier trimestre 2017 (pour les personnes âgées de 16 à 74 ans) étaient notamment : envoi ou

réception de courriels (72 %), trouver des informations concernant des biens et des services (65 %) et lire des sites d'information, des journaux et des magazines en ligne (61 %). La majorité des personnes appartenant à cette tranche d'âge a également participé à des réseaux sociaux (54 %), eu recours à la banque en ligne (51 %) ou regardé du contenu vidéo (51 % également ; données de 2016).

IS, NO 98
DK, LU 97
SE 96
NL, UK 95
FI, CH 94

DE 90

BE, EE, AT 88
FR 87

CZ, ES 85
UE-28 84

SK 82
IE, CY, LV 81
MT 80
SI 79
LT 78
HU 77
PL 76

PT 74

IT 71
EL 70

HR 67

RO 64
BG 63

2

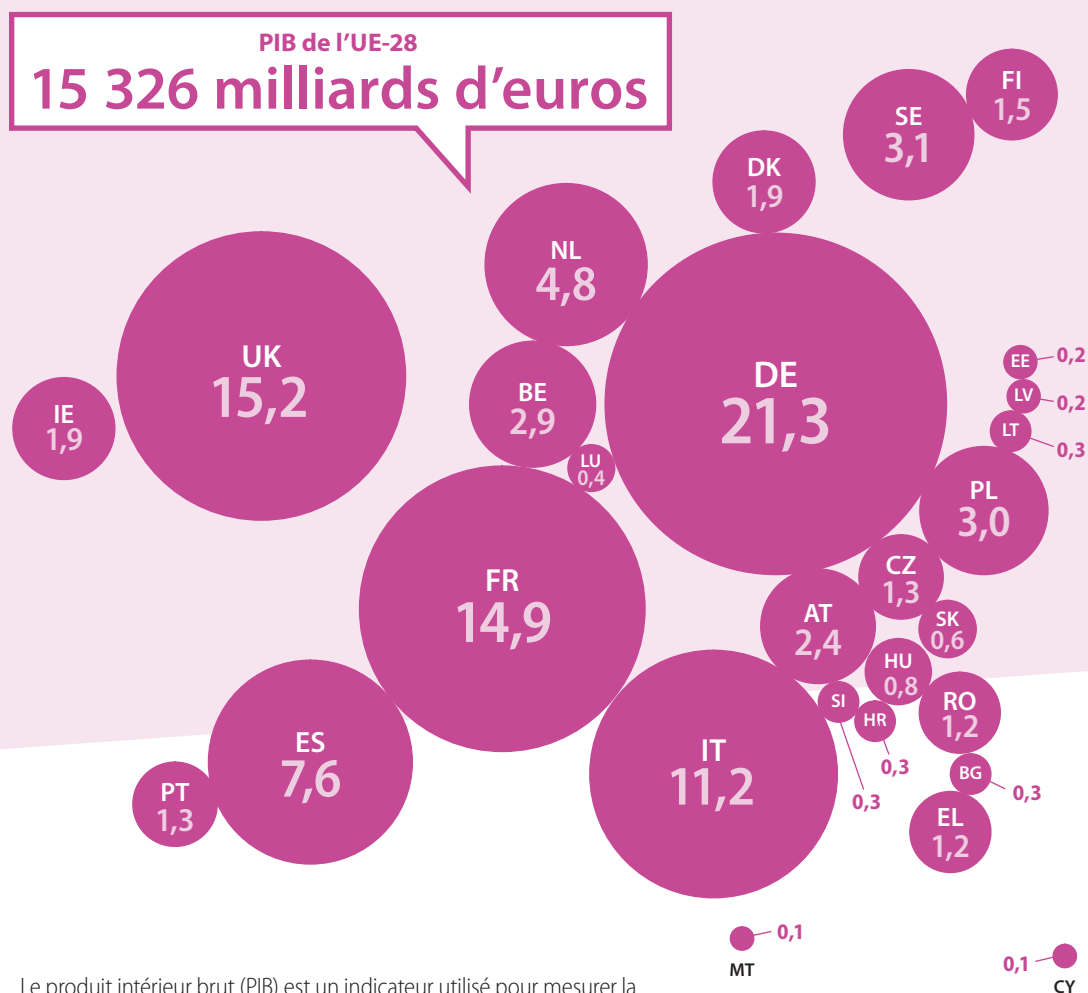
Économie et entreprises



Économie et finances

PIB

(part en pourcentage du total de l'UE-28, 2017)



Le produit intérieur brut (PIB) est un indicateur utilisé pour mesurer la taille et la performance d'une économie ; il fournit des informations relatives aux biens et aux services produits au cours d'une période donnée. Le PIB de l'UE-28 a été estimé à 15 326 milliards d'euros en 2017. L'État membre dont l'économie était la plus grande était l'Allemagne (3 300 milliards d'euros, soit 21,3 % du total de l'UE-28), suivi du Royaume-Uni (15,2 %), de la France (14,9 %) et de l'Italie (11,2 %). À l'autre extrémité, les deux plus petites économies étaient Malte et Chypre (chacun 0,1 % du total de l'UE-28).

Source : Eurostat (code des données en ligne : [nama_10_gdp](#))

Croissance du PIB réel

(pourcentage annuel moyen, sur base de volumes chaînés, UE-28, 2000-2017)



Source : Eurostat (code des données en ligne : [naida_10_gdp](#))

Le taux d'évolution réel du PIB ne tient compte que des modifications de volume de la production économique, en supprimant les effets des variations de prix (inflation). Au cours de la période 2000-2017, la croissance du PIB au sein de l'UE-28 était plutôt instable. Entre 2001 et 2007, l'économie de l'UE-28 a connu des taux de croissance annuels compris entre

+1 % et +3 %. De 2008 à 2013, l'économie a été fortement affectée par la crise économique et financière, avec une chute de plus de 4 % du PIB en 2009, et une contraction nettement moindre en 2012. Depuis lors, l'économie de l'UE-28 a progressivement repris, avec des taux de croissance annuels d'environ +2 % entre 2014 et 2017.



Source : Eurostat (code des données en ligne : [nama_10_pc](#))

PIB par habitant

(UE-28 = 100, basé sur les standards de pouvoir d'achat, 2016)

Le PIB par habitant peut être utilisé comme une approximation du niveau de vie ; cela simplifie les comparaisons de la production économique entre pays de tailles différentes. Étant donné que le coût de la vie varie d'un endroit à l'autre, les informations présentées ici ont été adaptées pour refléter les écarts de prix entre les pays en utilisant une devise artificielle appelée «standards de pouvoir d'achat» (SPA).

La position relative de chaque pays peut être exprimée à travers une comparaison avec la moyenne de l'UE-28. La valeur la plus élevée parmi les États membres de l'Union a été enregistrée pour le Luxembourg, où le PIB par habitant en SPA était environ 2,6 fois plus élevé que la moyenne de l'UE-28 en 2016. En revanche, le PIB par habitant en Bulgarie était inférieur à la moitié de la moyenne de l'UE-28.

LU 258

IE 183

CH 161

NO 148

NL 129

IS, AT 128

DK, DE 124

SE 123

BE 118

FI 110

UK 108

FR 104

UE-28 100

IT 97

MT 94

ES 92

CZ 88

CY, SI 83

PT, SK 77

LT, EE 75

PL, EL 68

HU 67

LV 65

HR 60

RO 58

BG 49

7,8 RO

Prix

Taux d'inflation

(pourcentage annuel moyen, UE, 2000-2017)

Le taux d'inflation fait apparaître le changement du prix d'un panier de biens et de services. Au cours de la période 2000-2017, le taux d'inflation moyen au sein de l'UE était de 1,8 % par an. L'inflation était bien plus élevée en Roumanie (7,8 % par an), tandis que les prix ont également augmenté de plus du double de la moyenne de l'UE en Hongrie, en Lettonie et en Bulgarie. À l'autre extrémité, les augmentations de prix les plus faibles entre 2000 et 2017 ont été enregistrées en Irlande, en France, en Suède et en Allemagne, alors que les taux d'inflation moyens de ces pays s'élevaient à 1,5 % par an. Toutefois, les taux d'inflation annuels étaient en général nettement inférieurs en 2017, variant de 3,7 % en Lettonie et en Estonie à moins de 1 % en Finlande (0,8 %), à Chypre (0,7 %) et en Irlande (0,3 %).

Source : Eurostat (code des données en ligne : [prc_hicp_aind](#))

4,4 IS

4,1 HU

3,7 LV, BG

3,5 EE

3,0 SK

2,9 SI

2,5 LT

2,2 HR, LU, PL

2,1 ES, EL, UK, MT

2,0 CZ, PT

1,9 BE, AT, NO

1,8 UE, IT, NL

1,7 CY

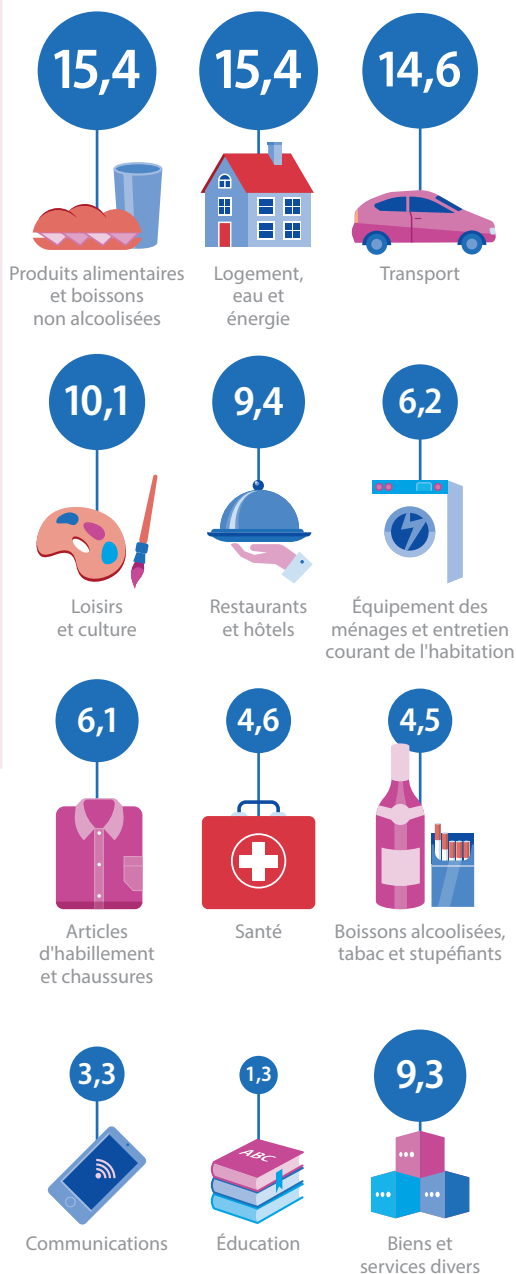
1,6 FI, DK

1,5 IE, FR, SE, DE

Structure du budget des ménages

(part en pourcentage du total des dépenses de consommation des ménages, UE, 2016)

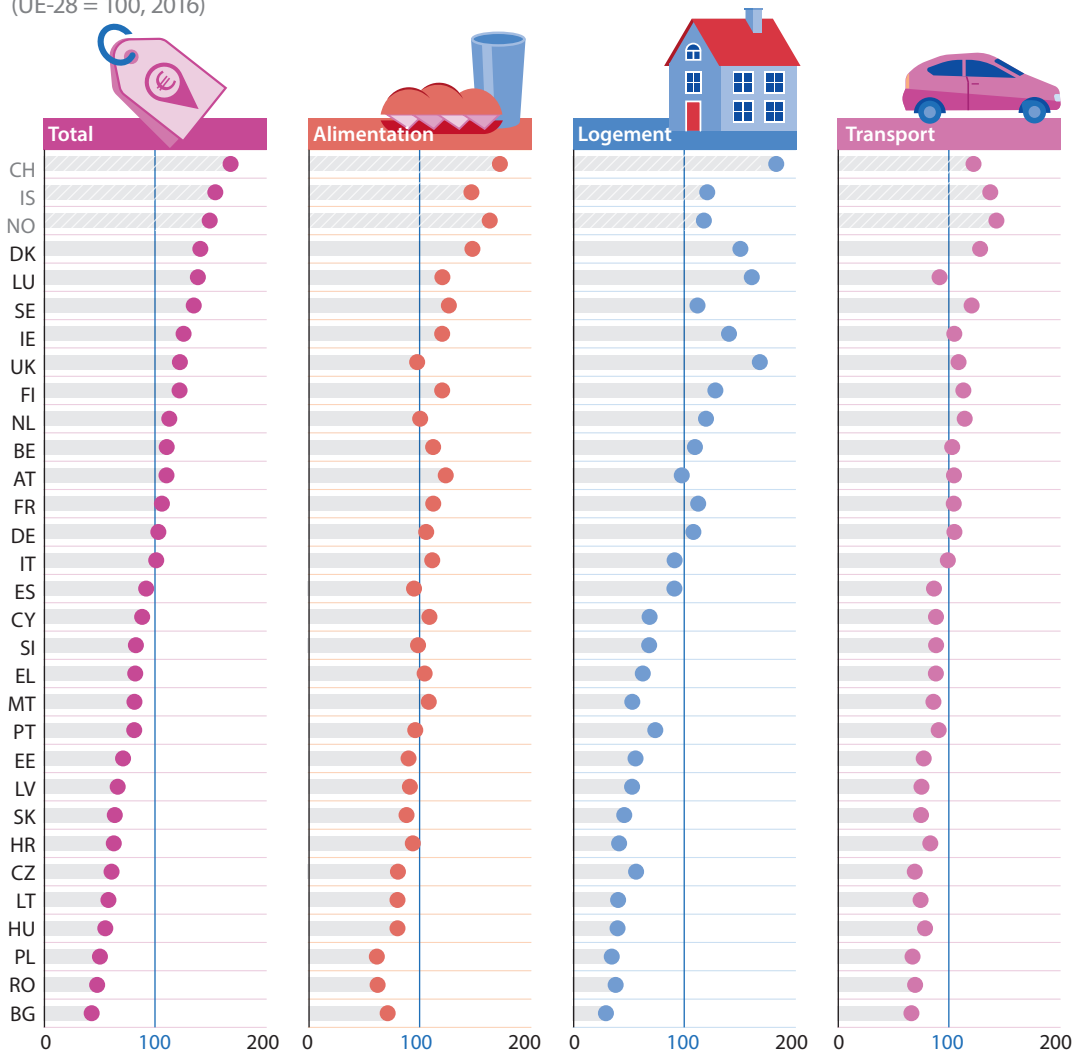
Les foyers au sein de l'UE ont dépensé en moyenne 15,4 % de leur budget en 2016 en produits alimentaires et boissons non alcoolisées, et une part identique en logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles. Il convient de noter que les dépenses de logement ne comprennent pas l'achat d'habitations en tant que tel (mais comprennent les coûts de location). On compte parmi les postes de dépenses suivants les plus importants le transport (14,6 %), les loisirs et la culture (10,1 %) et les restaurants et hôtels (9,4 %).



Source : Eurostat (code des données en ligne : [prc_hicp_inw](#))

Niveaux de prix comparatifs

(UE-28 = 100, 2016)



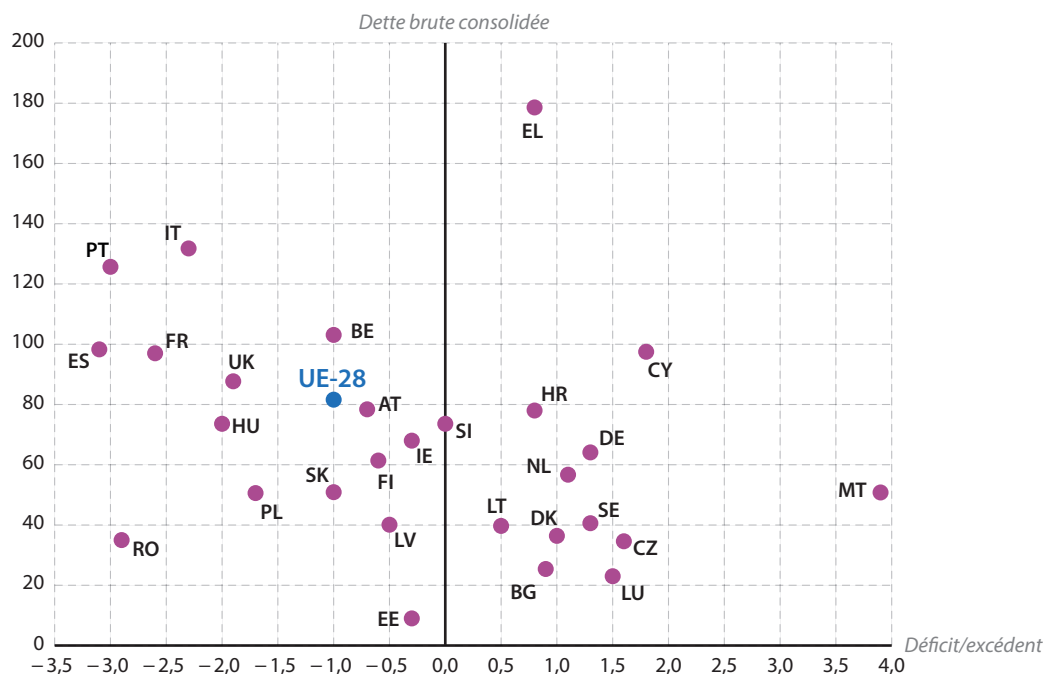
Les indices de niveaux de prix reflètent le niveau des prix dans différents pays par rapport à la moyenne de l'UE-28. En 2016, l'indice global de niveaux de prix culminait au Danemark à 41 % au-dessus de la moyenne de l'UE-28, alors que les prix les plus faibles ont été enregistrés en Bulgarie (57 % en-dessous de la moyenne). Les différences de prix étaient plus faibles pour les transports, avec les niveaux de prix les plus élevés au Danemark (28 % supérieurs) et les plus faibles en Bulgarie (34 % inférieurs), tandis que les prix variaient nettement plus pour le logement, l'eau, l'électricité, le gaz et les autres combustibles, de 68 % au-dessus de la moyenne au Royaume-Uni à 70 % en-dessous en Bulgarie.

Source : Eurostat (code des données en ligne : [prc_ppp_ind](#))

Finances publiques

Déficit/excédent public et dette publique

(% du PIB, 2017)



Source : Eurostat (code des données en ligne : gov_10dd_edpt1)



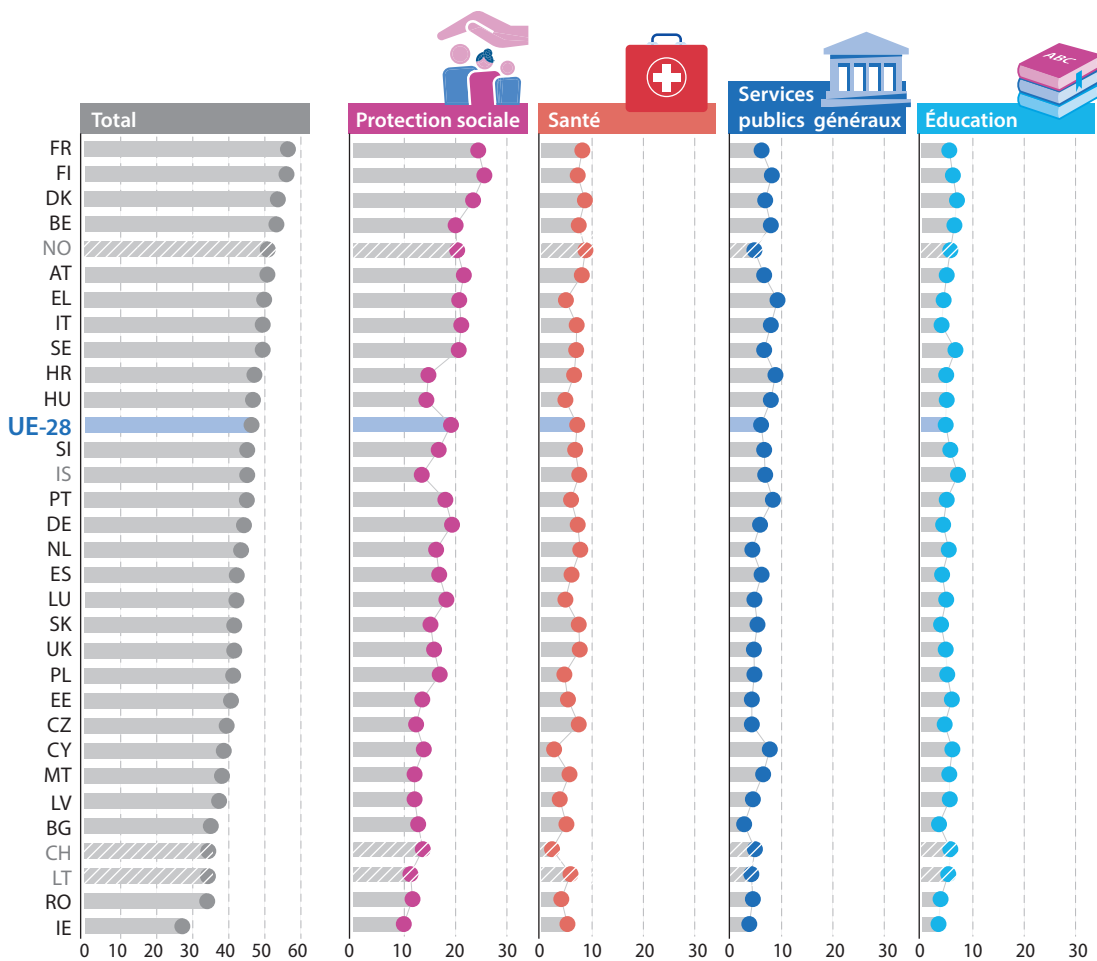
Au titre du pacte de stabilité et de croissance de l'Union découlant du traité de Maastricht, les États membres de l'UE se sont engagés à maintenir leur déficit public et leur dette publique en-dessous de certaines limites : le déficit d'un État membre ne peut dépasser 3 % de son PIB, tandis que sa dette publique ne peut dépasser 60 % du PIB.

En 2017, le déficit public de l'UE-28 s'élevait à 1,0 % du PIB, tandis que la dette brute était estimée à 81,6 % du PIB. Une majorité (15) d'États membres de l'Union ont connu des niveaux d'endettement supérieurs à 60 % du PIB, avec les taux les plus élevés en Grèce (179 %), en Italie (132 %) et au Portugal (126 %) et les plus faibles en Estonie (9 %), au Luxembourg (23 %) et en Bulgarie (25 %).

Dépenses des administrations publiques par fonction

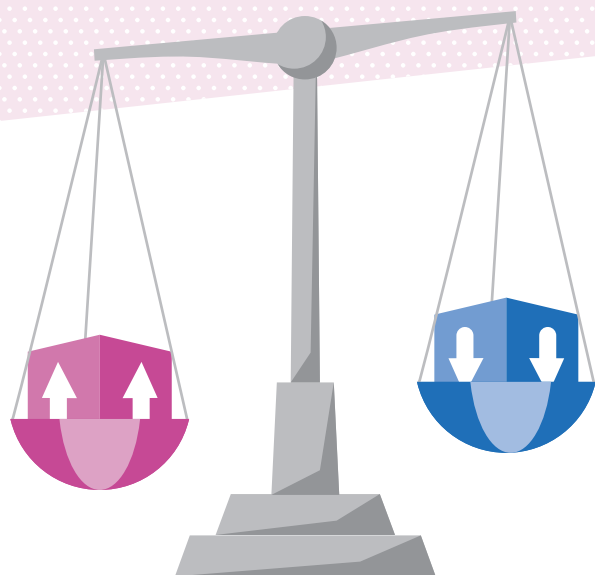
(% du PIB, 2016)

En termes relatifs, les dépenses publiques représentaient 46,3 % du PIB de l'UE-28 en 2016. Cette part allait d'un peu plus d'un quart (27,1 %) en Irlande et un peu plus d'un tiers en Roumanie (34,0 %) et en Lituanie (34,2 %) à plus de la moitié dans cinq États membres — l'Autriche (50,7 %), la Belgique (53,2 %), le Danemark (53,6 %), la Finlande (56,0 %) et la France (56,4 %). Dans tous les États membres de l'Union, la protection sociale représentait la part la plus importante des dépenses publiques. La deuxième fonction la plus importante variait davantage : dans douze États membres il s'agissait de la santé, dans dix des services publics généraux, dans six d'autres fonctions non présentées dans l'illustration ci-dessous.



Source : Eurostat (code des données en ligne : gov_10a_exp)

Commerce international

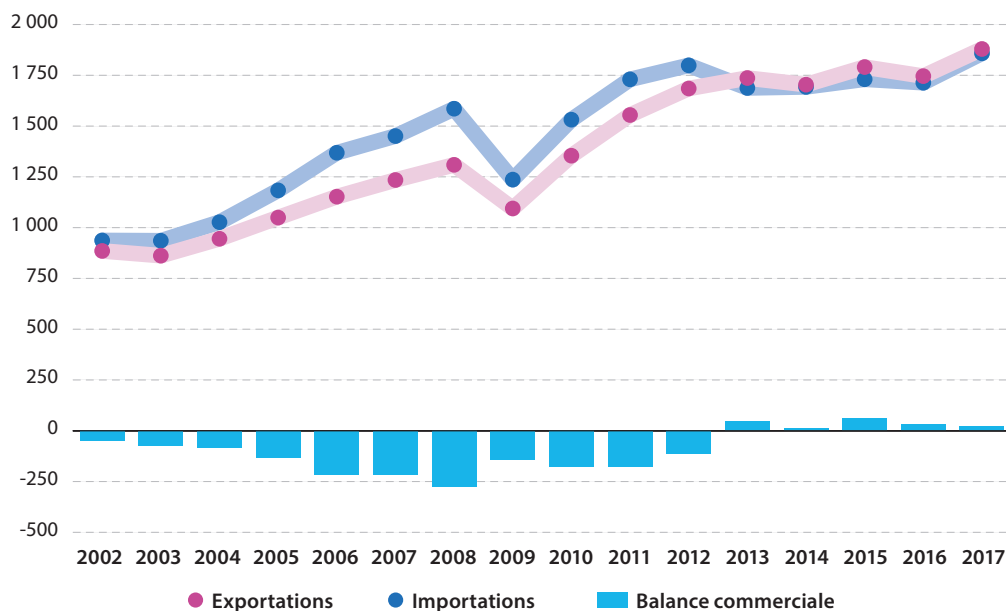


Exportations de l'UE-28
vers les pays tiers
**1 879 milliards
d'euros**

Commerce international de biens avec les pays tiers

(milliards d'euros, UE-28, 2002-2017)

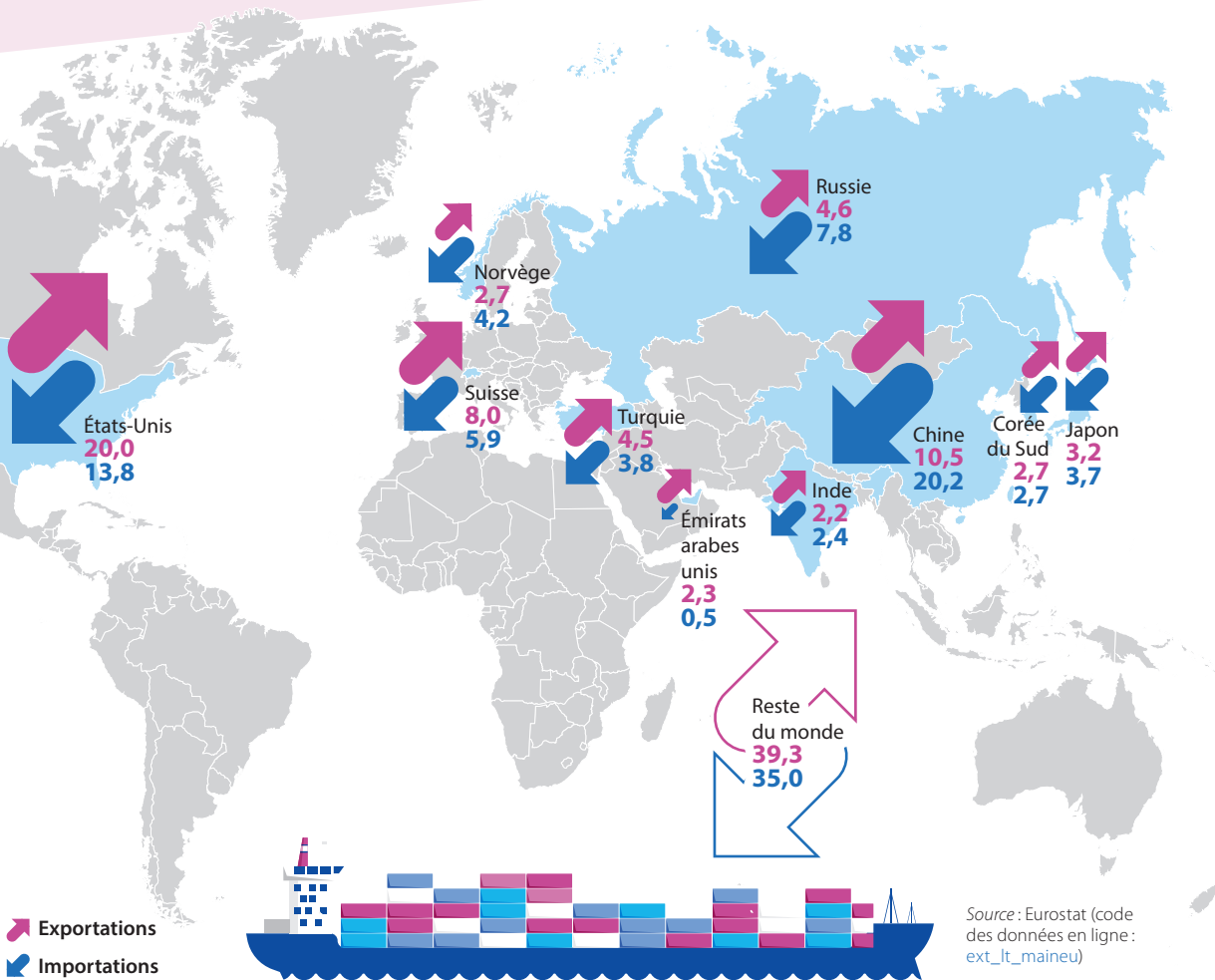
En 2017, l'UE-28 a exporté vers des pays tiers des marchandises estimées à 1 879 milliards d'euros, à savoir 21 milliards d'euros de plus que la valeur de ses marchandises importées. En conséquence, l'excédent commercial de l'UE-28 est resté positif pour la cinquième année consécutive, avec un pic relatif en 2015.



Source : Eurostat (code des données en ligne : ext_lt_intratrd)

Commerce international de biens avec les pays tiers

(part en pourcentage du total, par partenaire, UE-28, 2017)



En 2017, les États-Unis étaient le premier marché d'exportation de l'UE-28, représentant un cinquième (20,0 %) de la valeur totale des marchandises exportées par l'UE-28. Le deuxième plus grand marché d'exportation était la Chine (hors Hong Kong), avec une part de 10,5 %, suivi de la Suisse (8,0 %), de la Russie (4,6 %) et de la Turquie (4,5 %).

La situation était différente du côté des importations, alors qu'un peu plus d'un cinquième (20,2 %) de toutes les marchandises importées au sein de l'UE-28 provenaient de Chine (hors Hong Kong). La deuxième origine la plus importante pour les importations de l'UE-28 était les États-Unis (13,8 %), suivis de la Russie (7,8 %), de la Suisse (5,9 %) et de la Norvège (4,2 %).

83,4 LU
82,8 SK

81,1 CZ

78,6 HU

76,7 EE

75,8 RO

75,5 PL

75,3 PT

74,3 AT

73,3 LV

72,6 SI

72,3 HR

71,4 NO

68,3 BE

65,7 FI, DK, LI

65,2 BG

65,1 SE

64,7 FR

64,5 LT

63,9 UE-28

62,7 ES

61,9 DE

61,7 IS

61,6 NL

59,7 MT

57,7 IT

56,8 IE

54,0 CY

52,6 EL

51,7 CH

50,2 UK

Commerce international de biens entre les États membres

(part en pourcentage du total des échanges, 2017)

En 2017, presque deux tiers (63,9 %) de la valeur totale du commerce de marchandises de l'UE-28 a été échangée au sein de l'UE-28. La part des échanges intra-UE variait, depuis un maximum de 83,4 % au Luxembourg et plus de quatre cinquième du total des échanges en Slovaquie et République tchèque, jusqu'à un minimum de 50,2 % au Royaume-Uni.

Commerce intra-UE-28

64 %

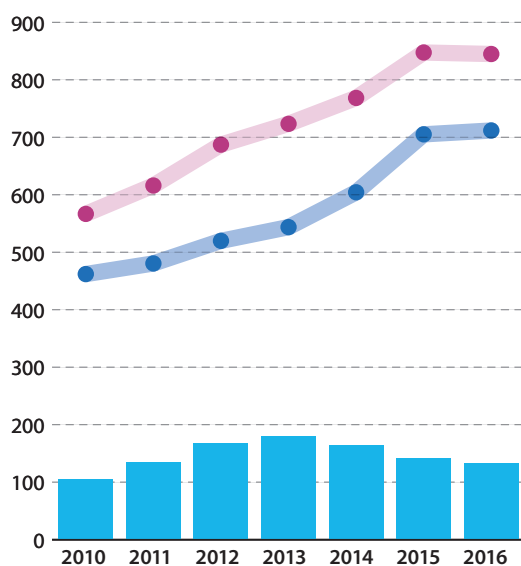
Remarque : calcul basé sur la valeur moyenne des exportations et des importations.

Source : Eurostat (codes des données en ligne : [ext_lt_intratrd](#) et [ext_lt_intercc](#))



Commerce international de services avec les pays tiers

(milliards d'euros, UE-28, 2010-2016)



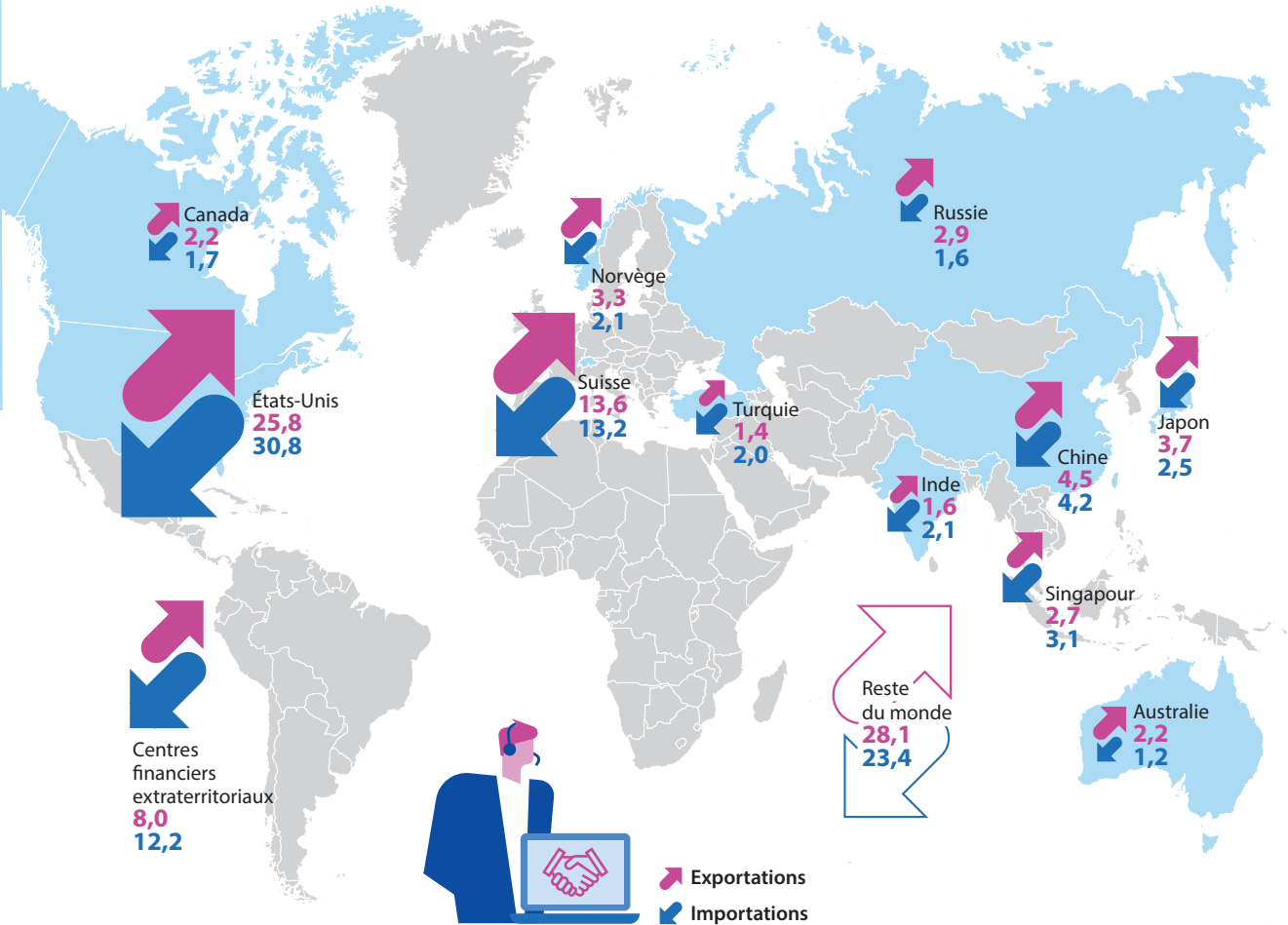
Ces dernières années, la valeur du commerce mondial de services a rapidement augmenté. Un phénomène identique a été observé pour l'UE-28 avec une croissance globale forte tant pour les exportations (+49,1 %) que pour les importations (+54,1 %) entre 2010 et 2016. En 2016, les exportations de services de l'UE-28 étaient estimées à 845 milliards d'euros (moins de la moitié de la valeur des marchandises exportées), tandis que les importations de services étaient estimées à 712 milliards d'euros. L'UE-28 a réalisé un excédent commercial pour les services chaque année entre 2010 et 2016, avec un pic relatif en 2013.

Source : Eurostat (code des données en ligne : [bop_its6_tot](#))

● Exportations ● Imports ■ Balance commerciale

Commerce international de services avec les pays tiers

(part en pourcentage du total, par partenaire, UE-28, 2016)



En 2016, le premier partenaire commercial de l'UE dans le domaine des services était les États-Unis : il s'agissait de la destination de plus d'un quart (25,8 %) des services exportés depuis l'UE-28 et de l'origine de presque un tiers (30,8 %) des services importés au sein de l'UE-28. La Suisse était le deuxième partenaire commercial de l'UE-28 dans le domaine des services (13,6 % de ses exportations et 13,2 % de ses importations).

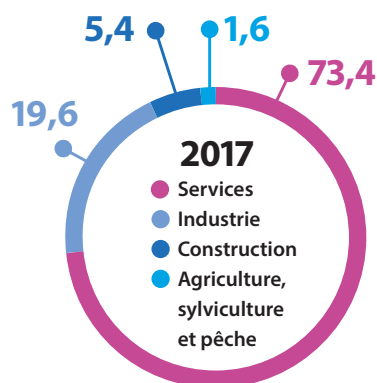
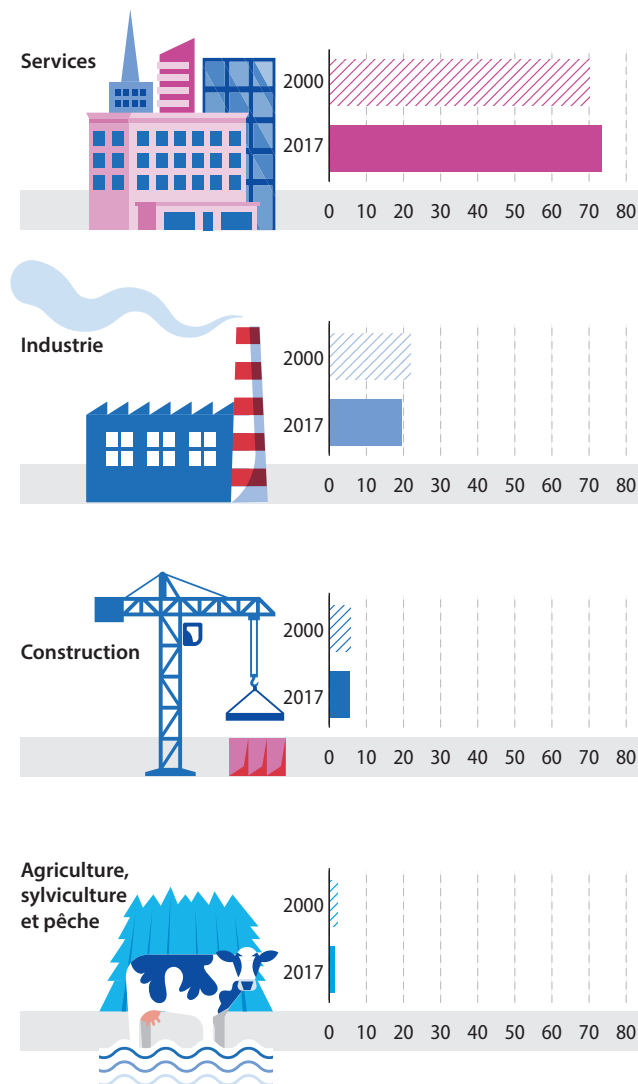
Remarque : les centres financiers extraterritoriaux excluent Singapour (pour lequel des informations sont données séparément).

Source : Eurostat (code des données en ligne : [bop_its6_det](#))

Entreprises

Valeur ajoutée brute par secteur

(part en pourcentage du total, UE-28, 2000 et 2017)



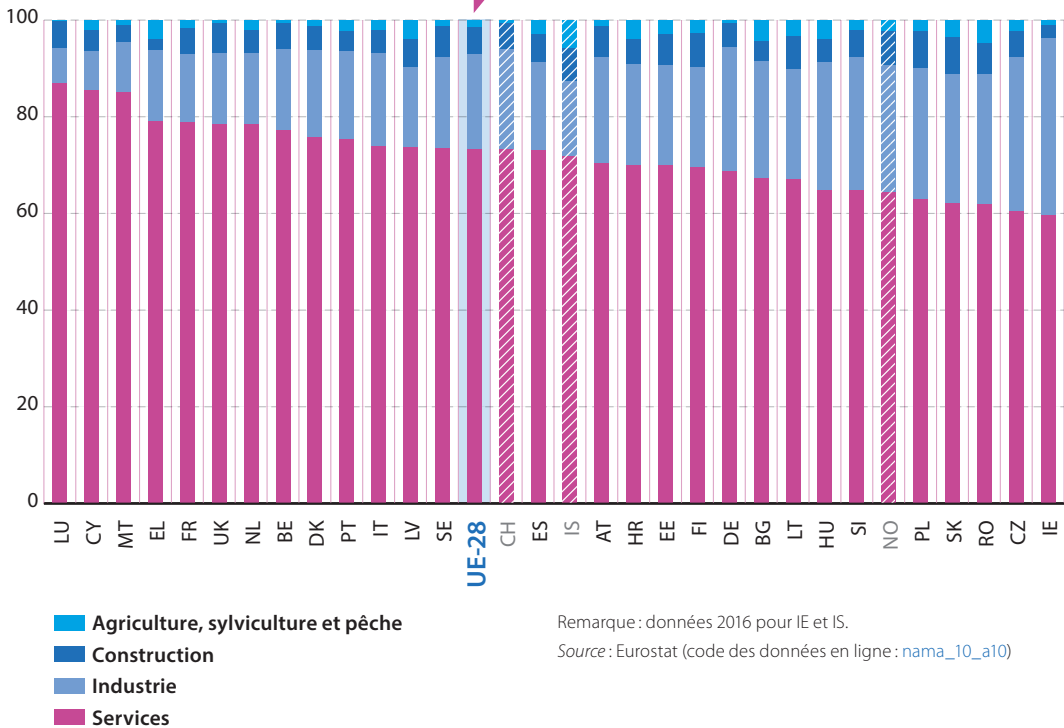
Entre 2000 et 2017, la part de la valeur ajoutée totale de l'UE-28 ayant été générée par le secteur des services est passée de 70,1 % à 73,4 % (+3,3 points de pourcentage), principalement du fait d'augmentations considérables de la production des activités professionnelles, scientifiques et techniques et des activités de l'administration publique. En revanche, la part relative des autres pans de l'économie de l'Union s'est contractée au cours de la période considérée : ce fut notamment le cas pour l'industrie (−2,4 points) mais également pour l'agriculture, la sylviculture et la pêche (−0,5 point) et la construction (−0,4 point).

Source : Eurostat (code des données en ligne : nama_10_a10)

Valeur ajoutée brute par secteur et par pays

(part en pourcentage du total, 2017)

Les services représentent
73 %
de la valeur ajoutée brute totale de l'UE-28

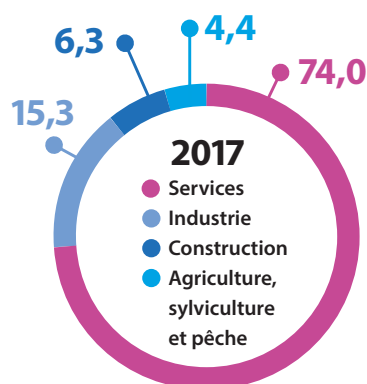
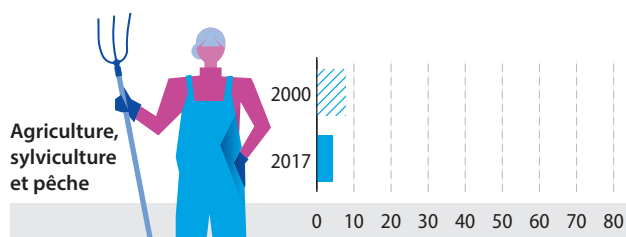
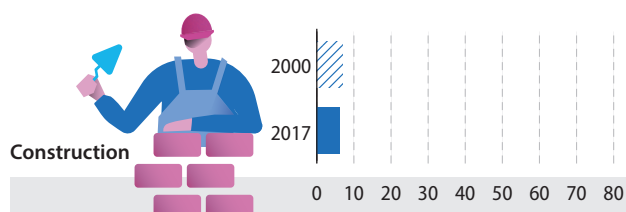
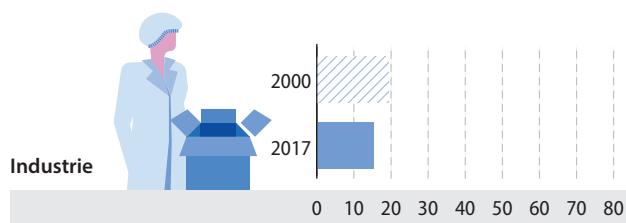
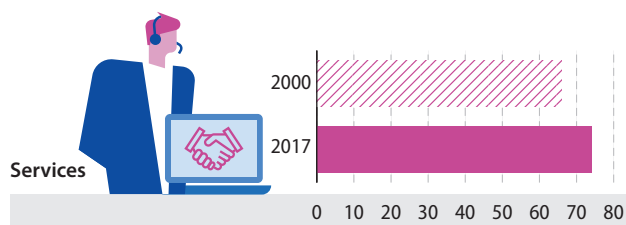


En 2017, la part des services dans la valeur ajoutée totale s'élevait à plus de 85,0 % dans les destinations touristiques que sont Malte et Chypre, et culminait à 87,0 % au Luxembourg qui se caractérise par un important secteur des services financiers. L'industrie et la construction ont contribué pour plus d'un tiers de la valeur ajoutée totale en Irlande (39,4 % ; données de 2016), en République tchèque (37,2 %),

en Pologne (34,7 %) et en Slovaquie (34,3 %). En revanche, la contribution relative la plus importante de l'agriculture, la sylviculture et la pêche a été observée en Roumanie (4,8 %). La Bulgarie et la Grèce étaient les seuls États membres de l'Union présentant un niveau de valeur ajoutée plus élevé dans leurs secteurs de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche que dans leurs secteurs de la construction.

Emploi par secteur

(part en pourcentage du total, UE-28, 2000 et 2017)



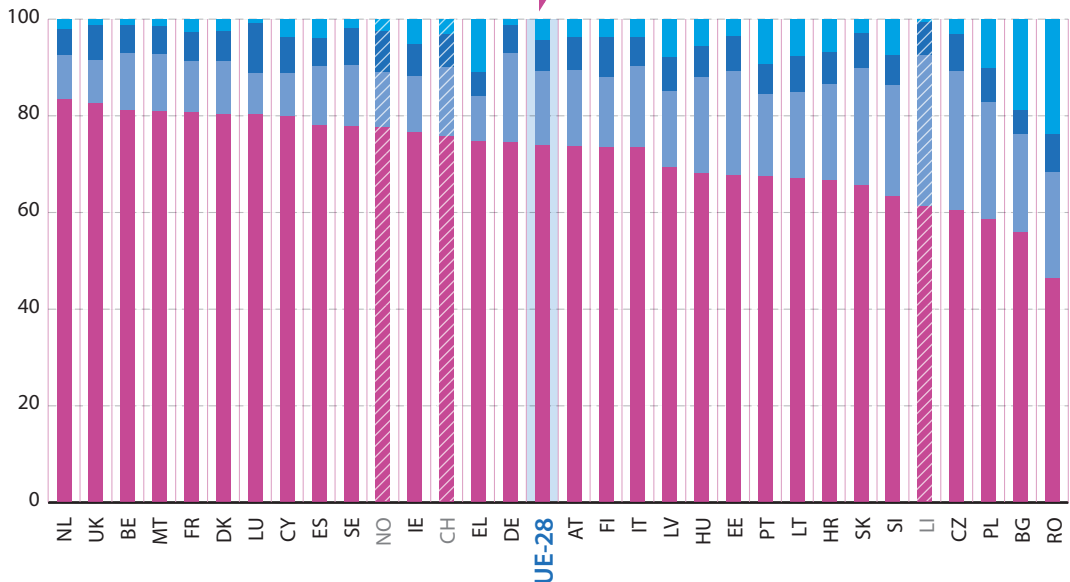
L'importance relative des services au sein de l'économie de l'UE-28 était quelque peu supérieure en termes d'emploi, plutôt qu'en termes de valeur ajoutée. En 2017, les services ont fourni du travail à 74,0 % des personnes occupées au sein de l'UE-28, soit 8,0 points de pourcentage de plus qu'au tournant de ce millénaire. En revanche, l'importance relative de tous les autres secteurs s'est contractée. Entre 2000 et 2017, la part des personnes occupées dans l'économie industrielle dans l'UE-28 a chuté de 4,0 points pour atteindre 15,3 %, tandis que les réductions correspondantes étaient de 3,4 points pour l'agriculture, la sylviculture et la pêche et de 0,6 point pour la construction.

Source : Eurostat (code des données en ligne : [nama_10_a10_e](#))

Emploi par secteur et par pays

(part en pourcentage du total, 2017)

Les services représentent
74 %
du total des emplois de l'UE-28



- Agriculture, sylviculture et pêche
- Construction
- Industrie
- Services

Remarque : données 2016 pour LI.

Source : Eurostat (code des données en ligne : [nama_10_a10_e](#))

En 2017, la Roumanie était l'unique État membre de l'Union dans lequel moins de la moitié (46,4 %) des personnes occupées l'étaient dans le secteur des services. En revanche, les services apportaient du travail à 83,4 % des personnes occupées au Pays-Bas, et à plus de 80,0 % au Royaume-Uni, en Belgique, à Malte, en France, au Danemark et au Luxembourg. Plus d'un tiers

(36,4 %) du total des personnes occupées en République tchèque travaillaient dans les secteurs de l'industrie et de la construction, et plus de 30,0 % en Slovaquie et en Pologne. La Roumanie (23,7 %) et la Bulgarie (18,9 %) étaient caractérisés par des proportions importantes d'emplois dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche.

Économie marchande non financière

(part en pourcentage du total, par classe de taille, UE-28, 2015)

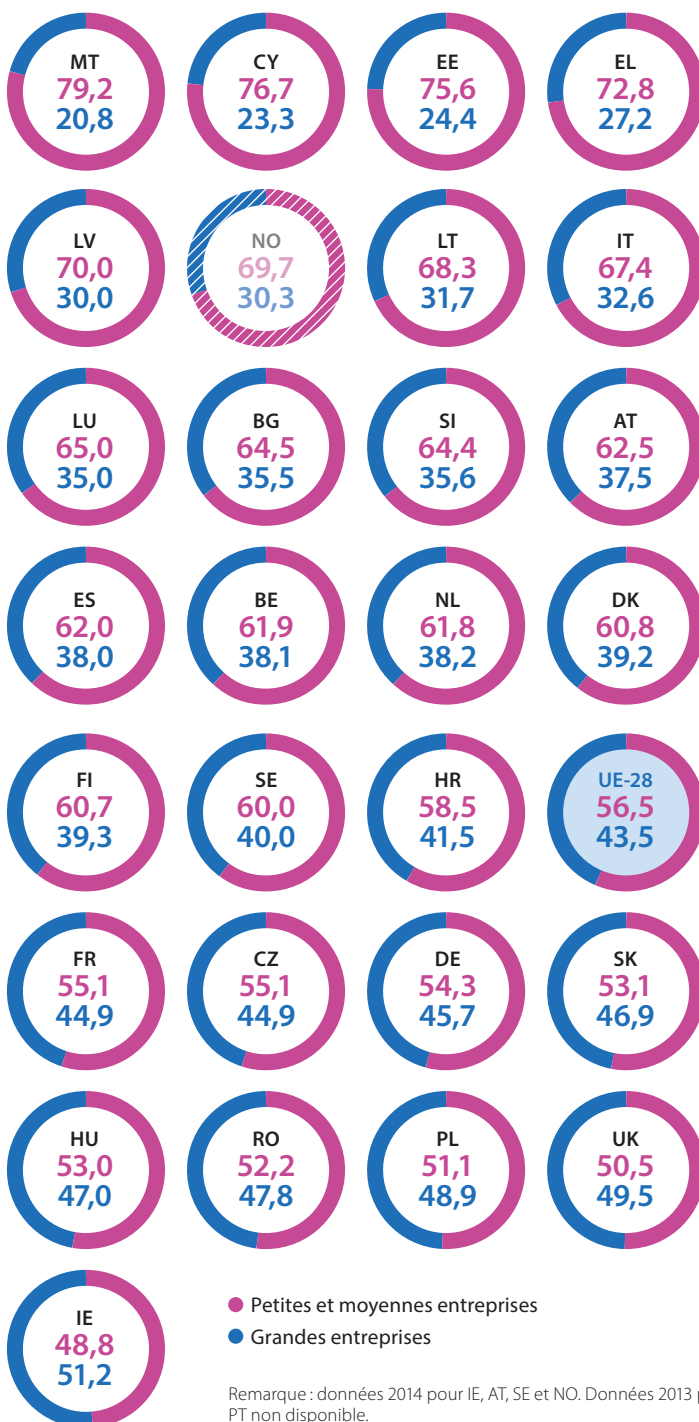


Les petites et moyennes entreprises (PME), soit les entreprises employant moins de 250 salariés, sont souvent considérées comme l'épine dorsale de l'économie européenne, apportant de l'emploi et des opportunités de croissance. En 2015, une majorité écrasante (92,8 %) des entreprises de l'économie marchande non financière de l'UE-28 étaient des entreprises occupant moins de 10 personnes. À l'inverse, seulement 0,2 % de toutes les entreprises employaient 250 personnes ou plus, et étaient par conséquent classées comme grandes entreprises. Le poids économique des grandes entreprises était considérablement supérieur en termes d'emplois et de valeur ajoutée, du fait qu'elles apportaient de l'emploi à plus d'un tiers (33,7 %) des personnes occupées dans l'économie marchande non financière de l'UE-28 et généraient 43,5 % de sa valeur ajoutée.

Source : Eurostat (code des données en ligne : [sbs_sc_sca_r2](#))

Valeur ajoutée dans l'économie marchande non financière

(part en pourcentage du total, par classe de taille, 2015)



En 2015, l'économie marchande non financière de l'UE-28 comptait 23,4 millions de PME ; ensemble, elles employaient 91 millions de personnes et ont généré une valeur ajoutée de 3 934 milliards d'euros. La contribution des PME à l'économie du pays était particulièrement visible à Malte, à Chypre et en Estonie, les PME fournissant plus de trois quart de la valeur ajoutée totale générée dans chacune de leurs économies marchandes non financières. En revanche, les grandes entreprises produisaient presque la moitié de la valeur ajoutée générée dans les économies marchandes non financières de la Pologne et du Royaume-Uni, cette part atteignant 51,2 % en Irlande (données de 2014).

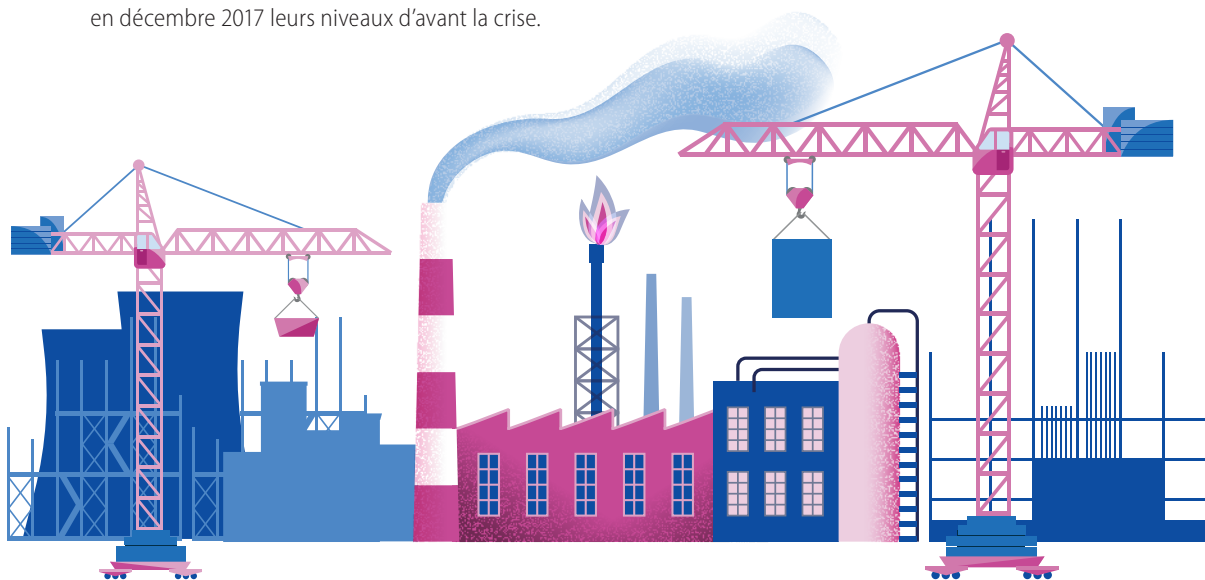
Indices de production, industrie et construction

(janvier 2000 = 100, UE-28, 2000-2017)



La production industrielle de l'UE-28 a atteint un pic relatif en avril 2008 au début de la crise économique et financière. Elle a ensuite chuté pendant douze mois successifs pour atteindre presque un cinquième (–19,5 %) de moins en avril 2009 par rapport à avril 2008. La production industrielle de l'UE-28 est ensuite repartie à la hausse, mais a une nouvelle fois chuté pendant une bonne partie de 2011 et de 2012, avant de suivre une tendance modeste à la hausse, avec des signes de croissance plus rapide en 2017. En revanche, le ralentissement du secteur de la construction dans l'UE-28 a été davantage marqué et plus long, son creux relatif ayant uniquement été atteint en mars 2013. Aucun des deux indices de production de l'UE-28, industrie et construction, n'avaient retrouvé en décembre 2017 leurs niveaux d'avant la crise.

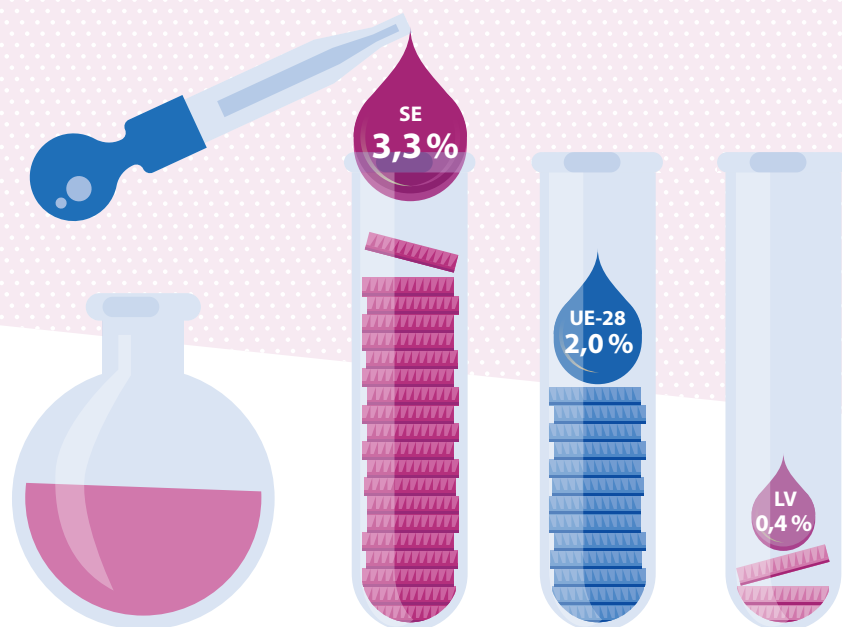
Source : Eurostat
(codes des données
en ligne : [sts_copr_m](#)
et [sts_inpr_m](#))



Recherche et développement

Dépenses intérieures brutes de R & D

(% par rapport au PIB, 2016)



CH	3,37
SE	3,25
AT	3,09
DE	2,94
DK	2,87
FI	2,75
BE	2,49
FR	2,25
IS	2,08
UE-28, NL, NO	2,03
SI	2,00
UK	1,69
CZ	1,68
IT	1,29
EE	1,28
PT	1,27
LU	1,24
HU	1,21
ES	1,19
IE	1,18
EL	1,01
PL	0,97
LT, HR	0,85
SK	0,79
BG	0,78
MT	0,61
CY	0,50
RO	0,48
LV	0,44

La recherche, le développement et l'innovation sont essentiels pour apporter les solutions scientifiques et techniques nécessaires pour relever les défis de société mondiaux tels que le changement climatique ou le vieillissement actif et en bonne santé. Suite à une augmentation au cours de la période 2005-2012, l'intensité de R & D (les dépenses intérieures brutes de R & D divisées par le PIB) sont pratiquement restées inchangées au cours des quatre années suivantes. En 2016, les dépenses intérieures brutes de R & D au sein de l'UE-28 représentaient 2,03 % du PIB, ce qui restait fortement inférieur aux niveaux enregistrés dans d'autres économies avancées telles que la Corée du Sud, le Japon, les États-Unis ou la Chine. En 2016, l'intensité de R & D culminait à 3,25 % en Suède et 3,09 % en Autriche, alors que neuf États membres connaissaient des taux inférieurs à 1,00 %, y compris Chypre (0,50 %), la Roumanie (0,48 %) et la Lettonie (0,44 %) dans le bas du classement.

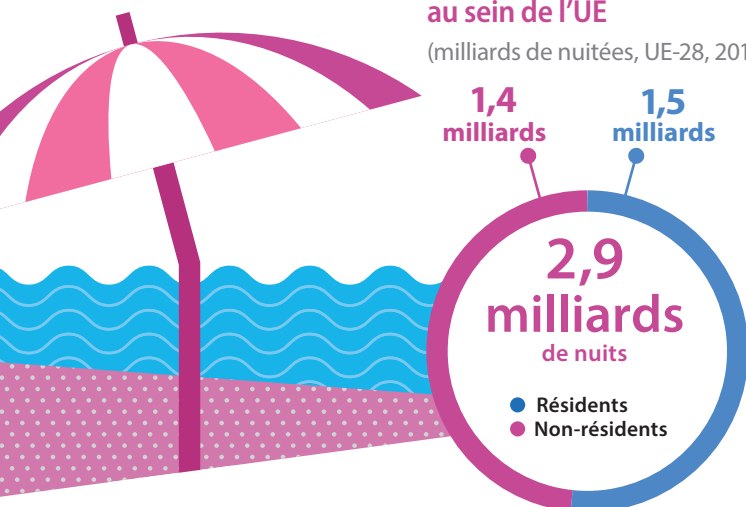
Remarque : données 2015 pour CH.

Source : Eurostat (code des données en ligne : [rd_e_gerdtot](#))

Tourisme

Nuitées passées dans des établissements d'hébergement touristique au sein de l'UE

(milliards de nuitées, UE-28, 2015)



En 2015, un total de 2,94 milliards de nuitées ont été passées dans des établissements d'hébergement touristique au sein de l'UE-28 (tels que des hôtels ou d'autres hébergements de courte durée), dont presque la moitié (48,3 %) étaient attribuables à des non-résidents. Entre 2005 et 2015, le nombre de nuitées passées dans des établissements d'hébergement touristique a globalement augmenté de 28,8 %, avec une croissance plus rapide du nombre de nuitées passées par des non-résidents (augmentation de 50,7 %) par rapport au nombre de nuitées passées par des résidents (augmentation de 13,4 %).

Source : Eurostat (code des données en ligne : [tour_occ_ninat](#))

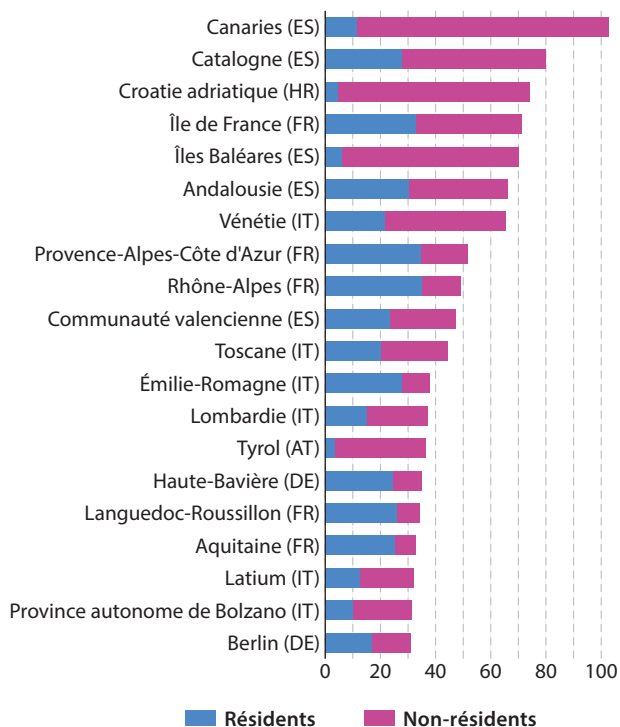
20 premières régions de l'UE pour le nombre de nuitées dans des établissements d'hébergement touristique

(millions de nuitées, UE-28, 2016)

La région espagnole des Canaries était la région touristique la plus populaire (au niveau 2 de la NUTS) au sein de l'UE-28. Presque 103 millions de nuitées ont été passées dans des établissements d'hébergement touristique des Canaries en 2016, dont la grande majorité — plus de 91 millions — ont été passées par des non-résidents, à savoir des touristes d'autres pays que l'Espagne. En 2016, les touristes non-résidents étaient à l'origine de plus de 9 nuitées sur 10 passées dans les îles Baléares (également en Espagne) et dans le Tyrol (Autriche). En revanche, les touristes résidents étaient à l'origine de plus de trois quarts du total des nuitées passées dans les régions du sud-ouest de la France du Languedoc-Roussillon et de l'Aquitaine.

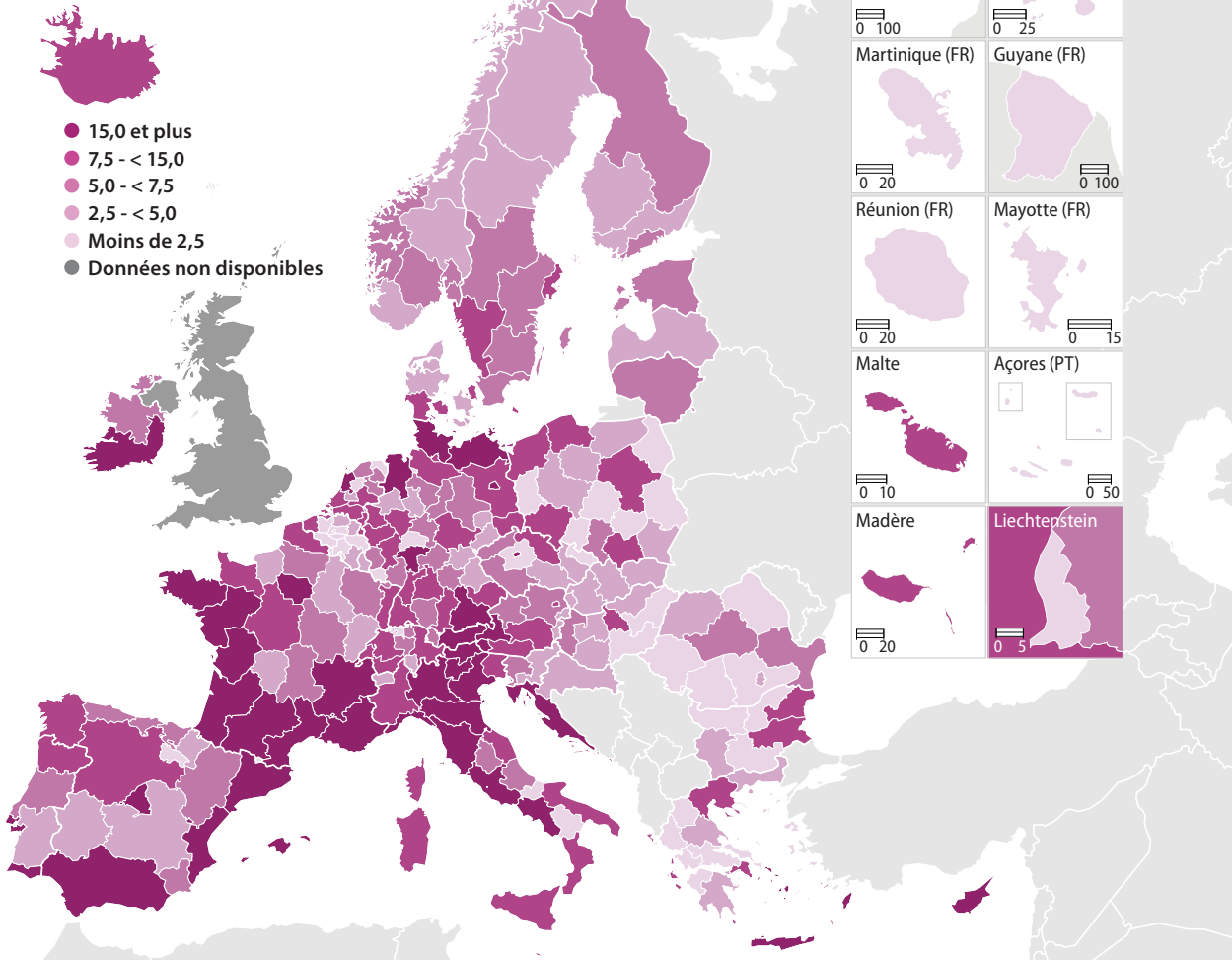
Remarque : en 2016, les 20 premières régions représentaient 32,0 % du nombre total de nuitées passées dans des établissements d'hébergement touristique de l'UE.

Source : Eurostat (code des données en ligne : [tour_occ_nin2](#))



Nuitées passées dans des établissements d'hébergement touristiques

(millions de nuitées, par région NUTS 2, 2016)



En 2016, 41 régions (niveau 2 de la NUTS) ont chacune enregistré au moins 15,0 millions de nuitées passées (par des résidents ou des non-résidents) dans des établissements d'hébergement touristiques. Il convient de noter que ces statistiques concernent tant les voyageurs d'affaires que les touristes. La région touristique la plus populaire de l'UE-28 était celle des Canaries en Espagne, suivie d'une autre région espagnole, la Catalogne, et de la région côtière croate de Croatie adriatique.

Avec les destinations de vacances populaires en bord de mer ou à la montagne, plusieurs régions de capitales apparaissaient également, telles que : l'Île de France (France), le Latium (Italie) et Berlin (Allemagne). Il convient de noter qu'il n'y a pas d'informations disponibles pour le Royaume-Uni (bien que les données antérieures laissent à penser que Londres figurerait également sur la liste).

Source : Eurostat (code des données en ligne : [tour_occ_nin2](#))

3

Environnement et ressources naturelles



770 LI

Transport

Voitures particulières

(nombre de voitures pour 1 000 habitants, 2016)

En 2016, il y avait 258 millions de voitures particulières sur les routes de l'UE. Le taux de motorisation était le plus élevé au Luxembourg (660 voitures particulières pour 1 000 habitants). Venaient ensuite l'Italie, Malte et la Finlande (tous les trois au-dessus de 600), alors qu'il y avait entre 300 et 400 voitures pour 1 000 habitants en Slovaquie, en Croatie, en Lettonie et en Hongrie, tandis que la Roumanie (280) se trouvait en-dessous de ce seuil.

Source : Eurostat (code des données en ligne : [tran_r_vehst](#))

660 LU

630 IT

620 MT

610 FI

600 CY

570 PL

550 DE, AT

540 CH

530 EE, SI

510 UE-28

500 BE, CZ, NO

490 ES

480 EL, FR, NL, SE

470 PT, UK

460 LT

440 BG, IE

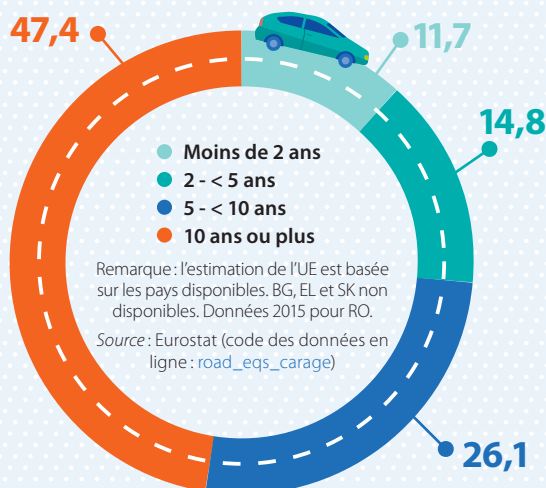
430 DK

390 SK

370 HR

340 LV, HU

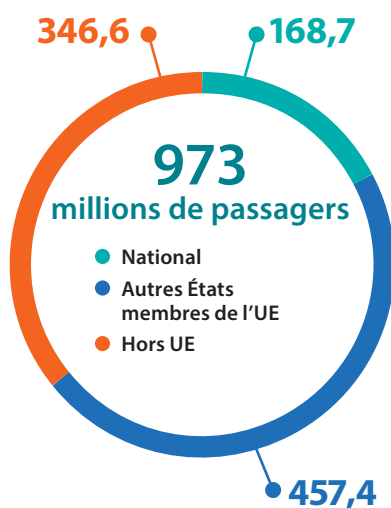
280 RO



Voitures particulières par âge

(part en pourcentage du total, UE-28, 2016)

Les nouvelles voitures sont en général moins néfastes pour l'environnement, avec une consommation de carburant plus efficace et des émissions plus faibles. La part des véhicules électriques ou hybrides est en outre en augmentation. En 2016, presque la moitié (47,4 %) de toutes les voitures particulières au sein de l'UE (à l'exception de la Bulgarie, de la Grèce et de la Slovaquie) avaient au moins 10 ans, par rapport à seulement 11,7 % qui avaient moins de deux ans.



Transport aérien de personnes

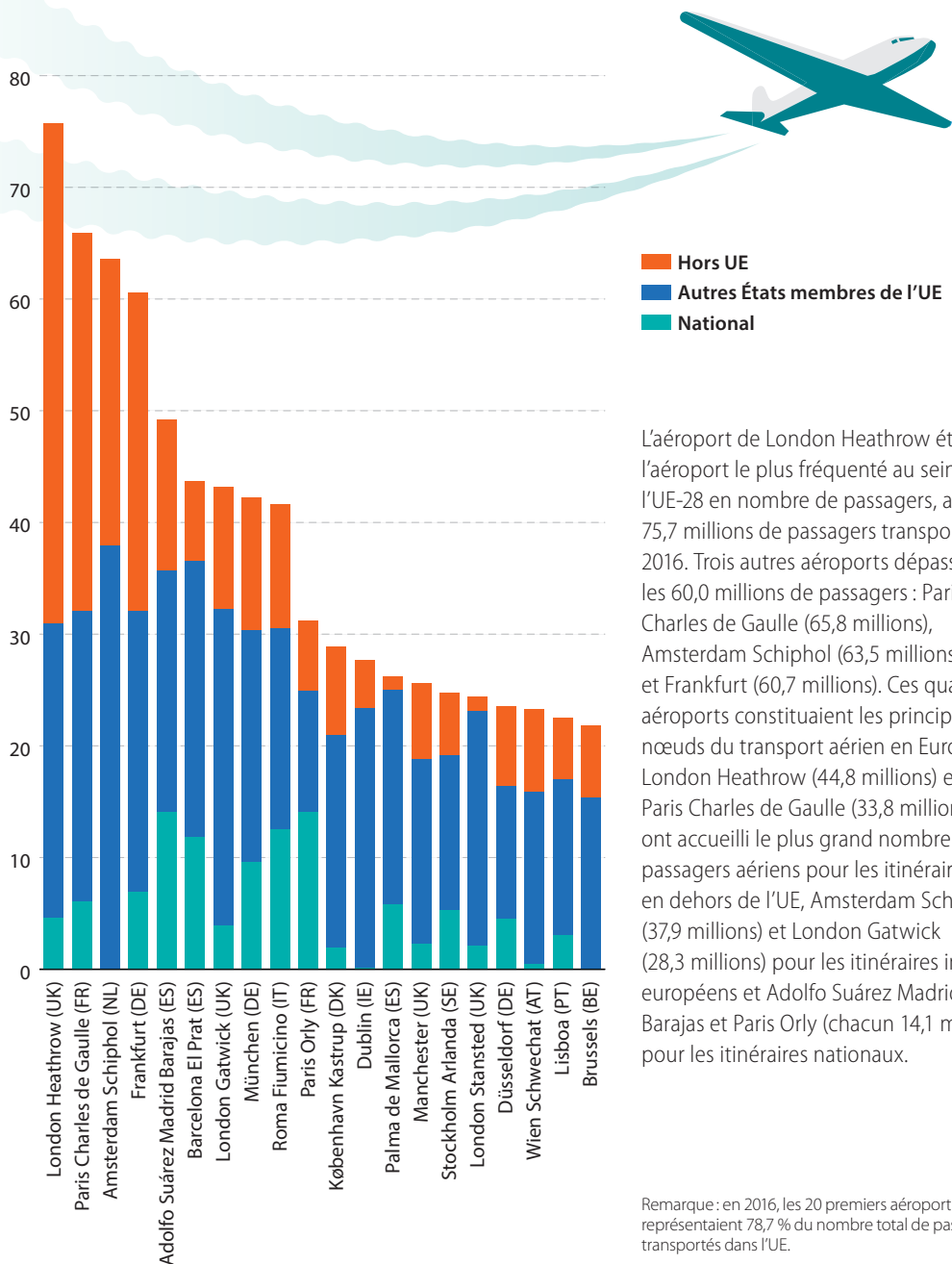
(millions de passagers transportés, par destination, UE-28, 2016)

En 2016, le nombre total de passagers transportés par voies aériennes au sein de l'UE-28 a atteint les 973 millions, soit une augmentation de presque 22 % depuis 2008. En 2016, presque la moitié (47,0 %) de tous les passagers transportés par voies aériennes voyageaient vers/depuis d'autres États membres, tandis que plus d'un tiers (35,6 %) se rendaient à l'extérieur de l'Union, avec moins d'un cinquième (17,3 %) de l'ensemble des passagers empruntant des vols nationaux.

Source : Eurostat (code des données en ligne : [avia_paoc](#))

20 premiers aéroports de l'Union

(millions de passagers transportés, embarqués et débarqués, 2016)



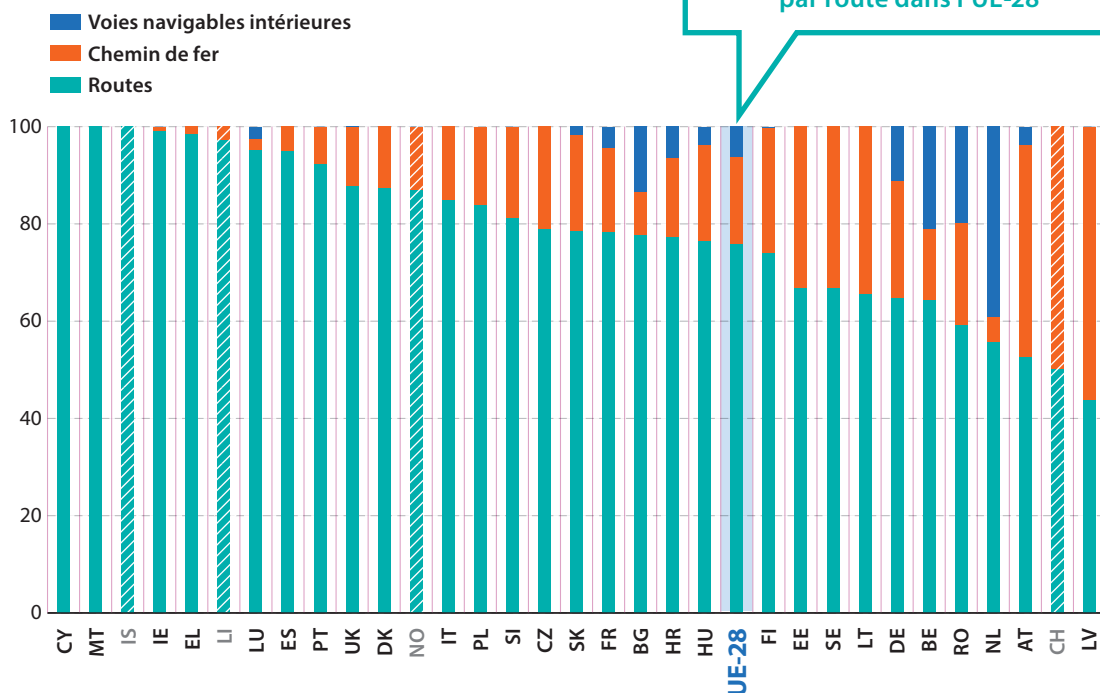
L'aéroport de London Heathrow était l'aéroport le plus fréquenté au sein de l'UE-28 en nombre de passagers, avec 75,7 millions de passagers transportés en 2016. Trois autres aéroports dépassaient les 60,0 millions de passagers : Paris Charles de Gaulle (65,8 millions), Amsterdam Schiphol (63,5 millions) et Frankfurt (60,7 millions). Ces quatre aéroports constituaient les principaux nœuds du transport aérien en Europe. London Heathrow (44,8 millions) et Paris Charles de Gaulle (33,8 millions) ont accueilli le plus grand nombre de passagers aériens pour les itinéraires en dehors de l'UE, Amsterdam Schiphol (37,9 millions) et London Gatwick (28,3 millions) pour les itinéraires intra-européens et Adolfo Suárez Madrid Barajas et Paris Orly (chacun 14,1 millions) pour les itinéraires nationaux.

Remarque : en 2016, les 20 premiers aéroports représentaient 78,7 % du nombre total de passagers transportés dans l'UE.

Source : Eurostat (code des données en ligne : [avia_paoa](#))

Répartition modale du transport intérieur de marchandises

(en pourcentage, sur base des tonnes-kilomètres, 2015)



76 %
des marchandises transportées
par route dans l'UE-28

Remarque : données 2013 pour LI.

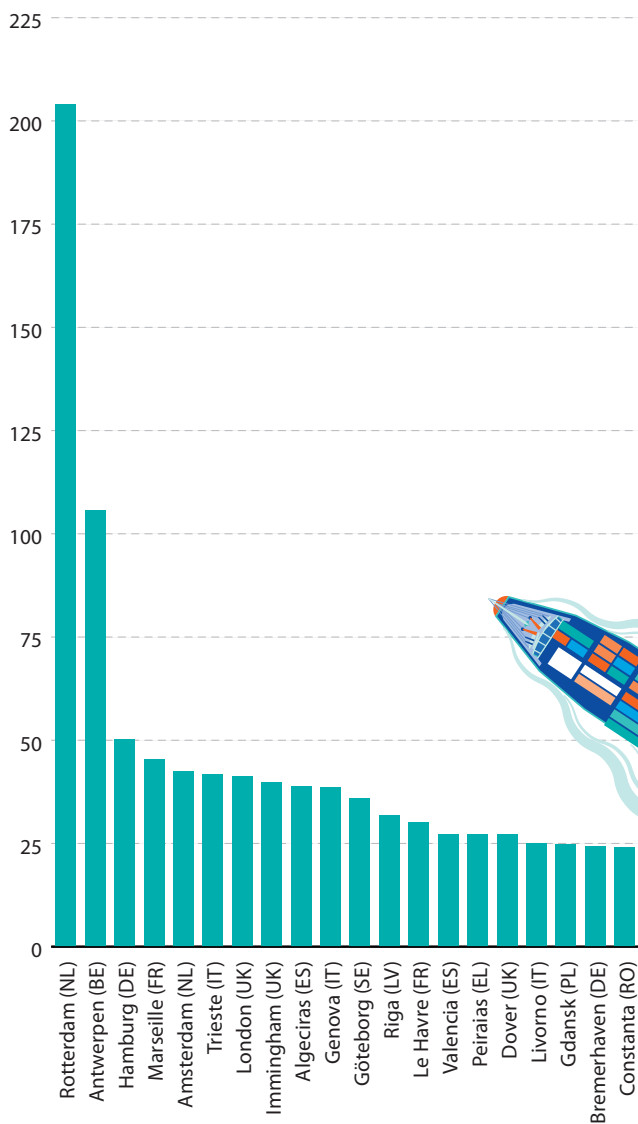
Source : Eurostat (code des données en ligne : [tran_hv_frmod](#))

En 2015, le transport intérieur de marchandises au sein de l'UE-28 était estimé à environ 2 400 milliards de tonnes-kilomètres. Trois quarts (75,8 %) de ce total était transporté par route ; le reste était réparti entre le rail (17,9 %) et les voies navigables intérieures (6,3 %). Dans certains États membres de l'UE, la concurrence au transport de marchandises par route était faible ou inexistante (par exemple, il n'y a pas de chemin de fer à Chypre ou à Malte). Toutefois, le rail représentait la majorité (56,3 %) du transport intérieur de marchandises en Lettonie, tandis que les voies navigables intérieures représentaient presque deux cinquièmes (39,1 %) du total aux Pays-Bas.

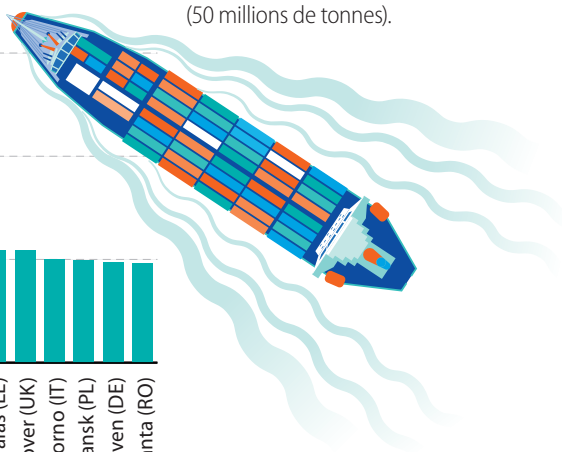


20 premiers ports de transport maritime à courte distance

(millions de tonnes de marchandises transportées vers/depuis les ports principaux, 2016)



En 2016, le poids total des marchandises transportées par voie maritime à courte distance vers/depuis les ports principaux de l'UE-28 était de 2 531 millions de tonnes. Les 20 principaux ports de transport maritime à courte distance du classement représentaient plus d'un tiers (36,7 %) de toutes les marchandises ayant été transportées par voie maritime à courte distance vers ou depuis les ports principaux de l'UE, Rotterdam étant de loin le plus grand port (204 millions de tonnes de marchandises transportées, soit 8,1 % du total de l'UE-28). Le poids des marchandises ayant transité par Rotterdam était presque deux fois plus élevé que dans le port arrivant en deuxième position, Antwerpen (106 millions de tonnes), qui était lui-même environ deux fois plus élevé que dans le port arrivant en troisième position, Hamburg (50 millions de tonnes).



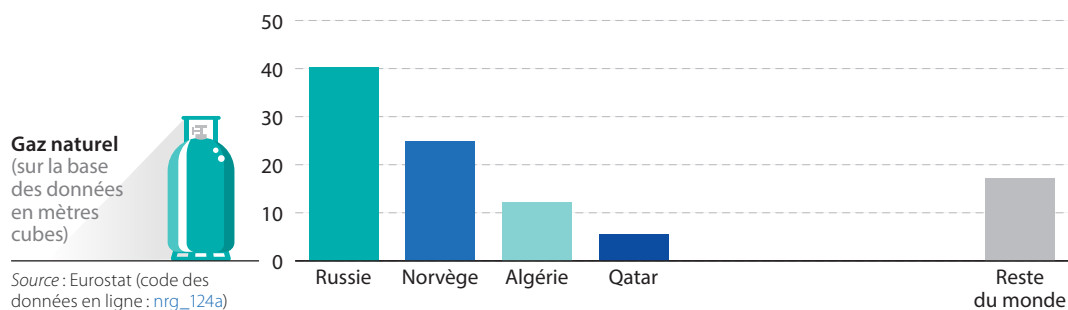
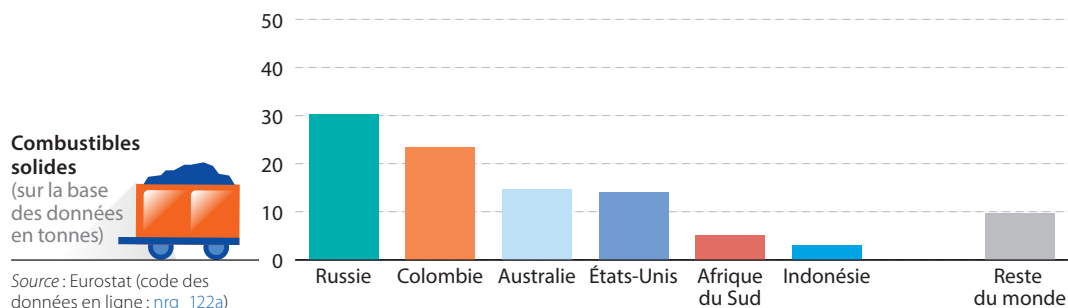
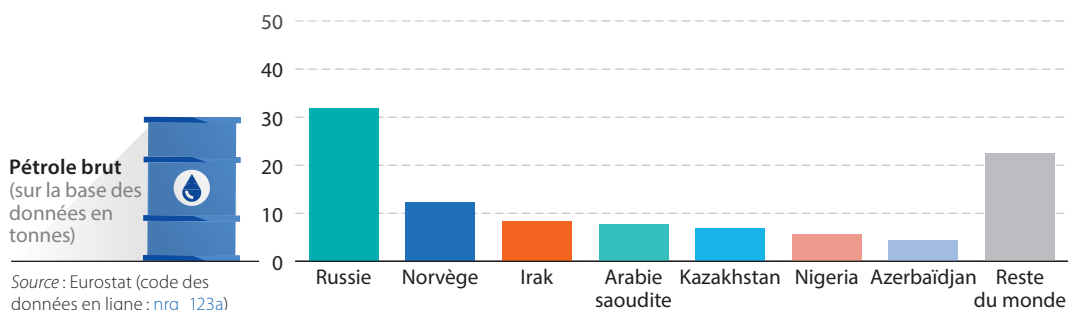
Remarque : exclut les mouvements de cargos traversant les océans (transport hauturier).

Source : Eurostat (code des données en ligne : [mar_sg_am_pw](#))

Énergie

Origine des importations de l'UE

(part en pourcentage du total, UE-28, 2016)



L'UE importe plus de la moitié de l'énergie qu'elle consomme chaque année, avec un niveau particulièrement élevé de dépendance pour le pétrole brut et le gaz naturel. En 2016, la Russie (166,0 millions de tonnes) était à l'origine de presque un tiers (31,9 %) des importations de pétrole brut de l'UE-28, suivie par la Norvège (12,4 %). Une tendance similaire s'observait pour le gaz naturel, la Russie (153,2 milliards de mètres cubes) étant à l'origine de plus de deux cinquièmes (40,2 %) des importations de gaz naturel de l'UE-28, suivie par la Norvège (24,9 %). En ce qui concerne les combustibles solides, plus de la moitié des importations de l'UE-28 provenaient de la Russie (30,2 %) et de la Colombie (23,4 %).

Taux de dépendance énergétique

(part en pourcentage des importations nettes dans la consommation intérieure brute, 2016)

Le taux de dépendance énergétique indique le niveau de dépendance de chaque économie vis-à-vis des importations pour satisfaire ses besoins énergétiques. En 2016, le taux de dépendance de l'UE-28 s'élevait à 54 % : en d'autres termes, les importations nettes s'élevaient à un peu plus de la moitié de la consommation intérieure brute d'énergie. Aucun des États membres de l'UE n'était autonome du point de vue de ses besoins en énergie, et certains des plus petits — Malte, Chypre et le Luxembourg — dépendaient presque entièrement des approvisionnements externes. À l'autre extrémité, l'Estonie (7 %) et le Danemark (14 %) dépendaient beaucoup moins des importations pour faire face à leurs besoins en énergie.

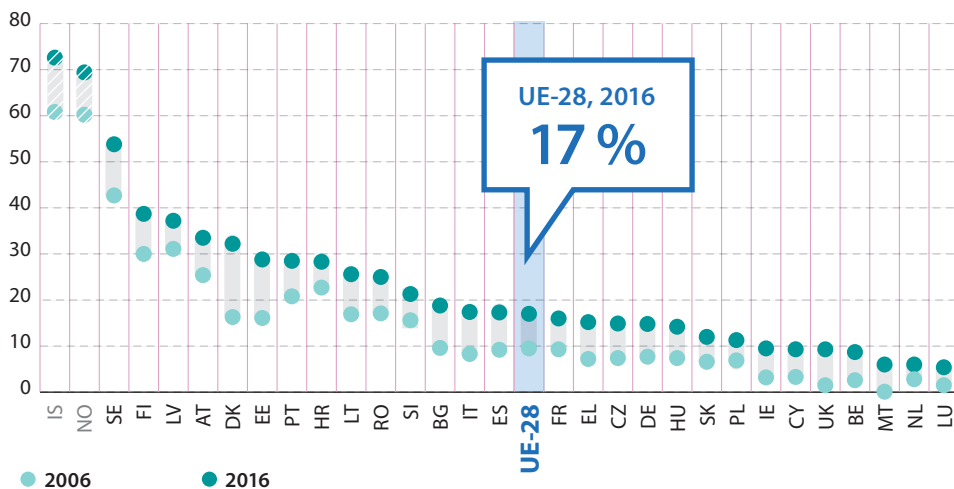
Remarque : Norvège (non présentée) : -633,4 %. Une valeur négative indique qu'un pays exporte plus d'énergie qu'il n'en importe. Une valeur supérieure à 100% est probablement due à une variation des stocks.

Source : Eurostat (code des données en ligne : t2020_rd320)

MT	101
CY, LU	96
IT	78
LT	77
BE	76
EL, PT	74
ES	72
IE	69
DE	64
AT	62
SK	59
HU	56
UE-28	54
SI, HR	48
LV, FR	47
FI, NL	45
BG	37
UK	35
CZ	33
SE	32
PL	30
RO	22
IS	19
DK	14
EE	7

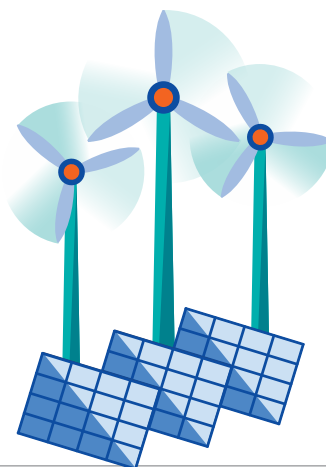
Énergie produite à partir de sources d'énergie renouvelables

(part en pourcentage du total de la consommation finale brute d'énergie, 2006 et 2016)



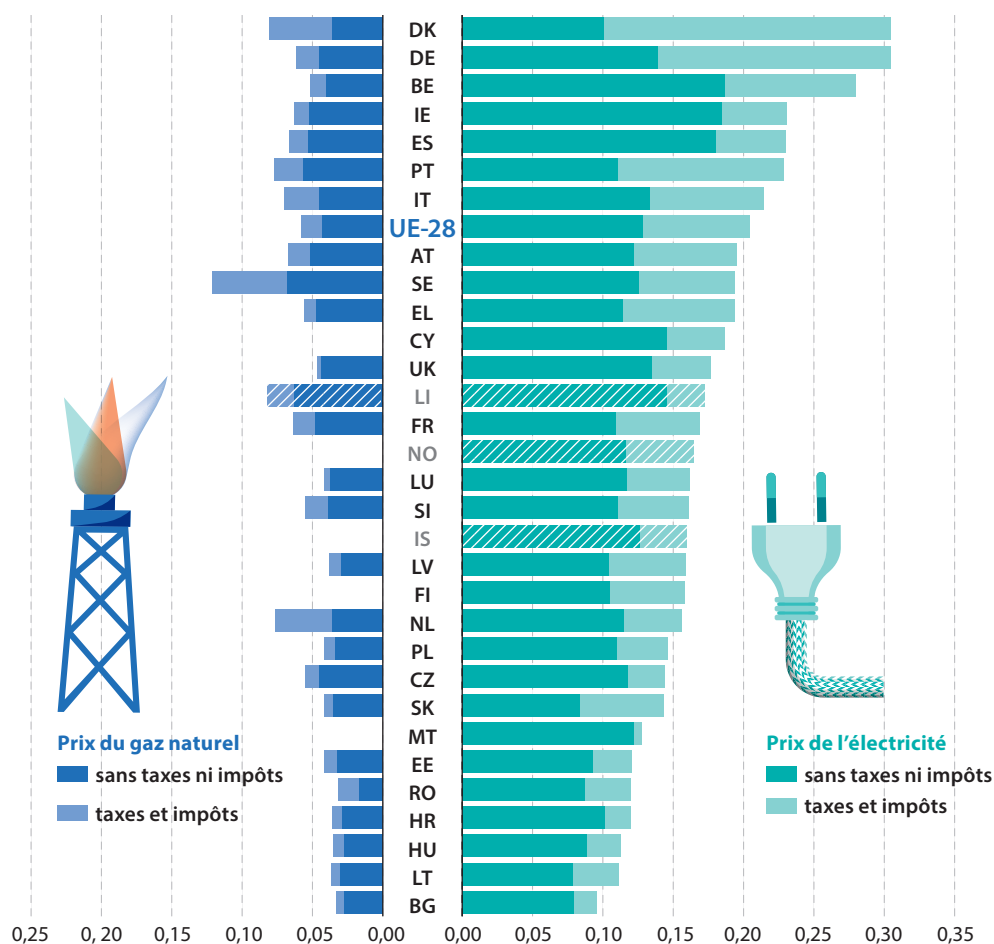
Environ un sixième (17,0 %) de la consommation finale brute d'énergie de l'UE-28 provenait de sources d'énergie renouvelable en 2016, soit 7,5 points de pourcentage de plus que dix ans auparavant. En 2016, plus de la moitié (53,8 %) de la consommation finale d'énergie en Suède provenait de sources renouvelables, alors que la Finlande, la Lettonie et l'Autriche ont enregistré des parts supérieures à un tiers. En revanche, sept des États membres de l'UE ont affiché des parts à un chiffre de sources d'énergie renouvelable dans la consommation finale d'énergie, avec un minimum de 5,4 % au Luxembourg.

Source : Eurostat (code des données en ligne : nrg_ind_335a)



Prix du gaz naturel et de l'électricité

(euro par kWh, pour les ménages, premier semestre de 2017)



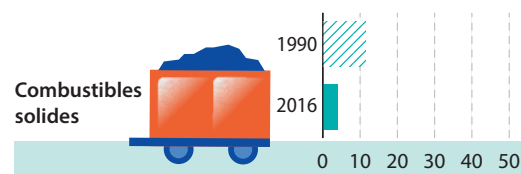
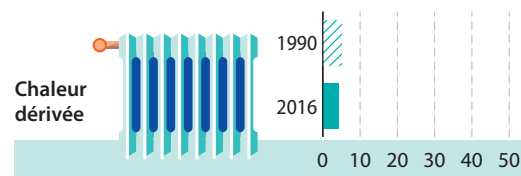
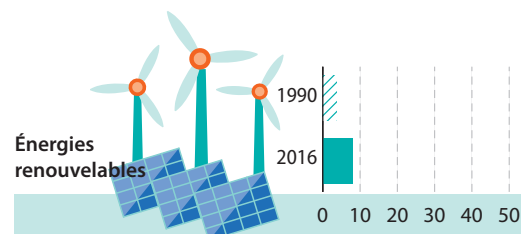
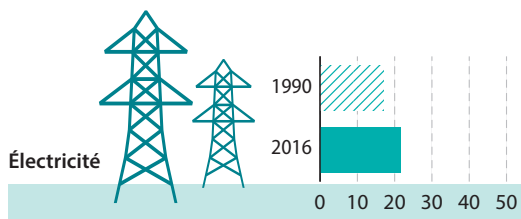
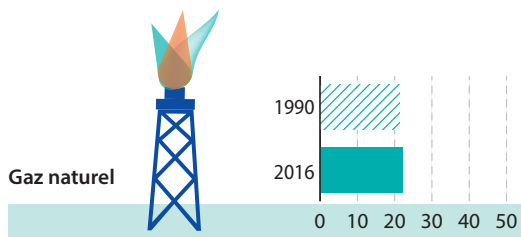
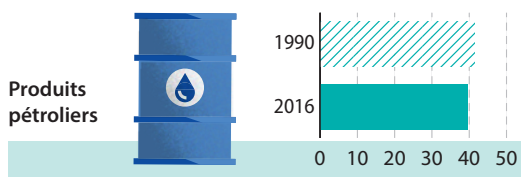
Remarque : les pays sont classés selon le niveau de prix total pour l'électricité.

Source : Eurostat (codes des données en ligne : [nrg_pc_202](#) et [nrg_pc_204](#))

Les prix de l'électricité et du gaz naturel comportent en général trois composantes : le prix de base de l'énergie, les frais de réseau et les taxes et/ou impôts. La proportion des taxes et impôts dans le prix de détail global pour les ménages varie fortement entre les États membres. Au cours du premier semestre de 2017, les prix de l'électricité pour les ménages s'élevaient en moyenne à 0,2041 d'euro par kWh au sein de l'UE-28, mais les ménages au Danemark et en Allemagne payaient 3,2 fois plus chère leur électricité que les ménages en Bulgarie. La part des taxes et/ou

impôts culminait au Danemark (67,1 %) et était la plus faible à Malte (4,8 %).

Au cours du premier semestre de 2017, les prix du gaz naturel pour les ménages s'élevaient en moyenne à 0,0583 d'euro par kWh, les ménages en Suède payant 3,8 fois plus cher que les ménages en Roumanie. La part des taxes et/ou impôts dépassait 50 % pour les consommateurs de gaz naturel au Danemark (55,4 %) et aux Pays-Bas (53,3 %), et était la plus faible au Royaume-Uni (6,8 %).



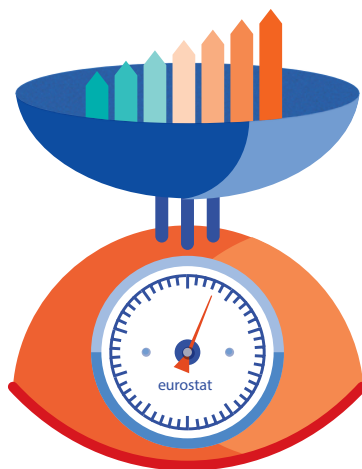
Source : Eurostat (code des données en ligne : nrg_100a)

Consommation d'énergie par produit

(part en pourcentage de la consommation finale d'énergie, sur la base des données en tonnes-équivalent pétrole (TEP), UE-28, 1990 et 2016)

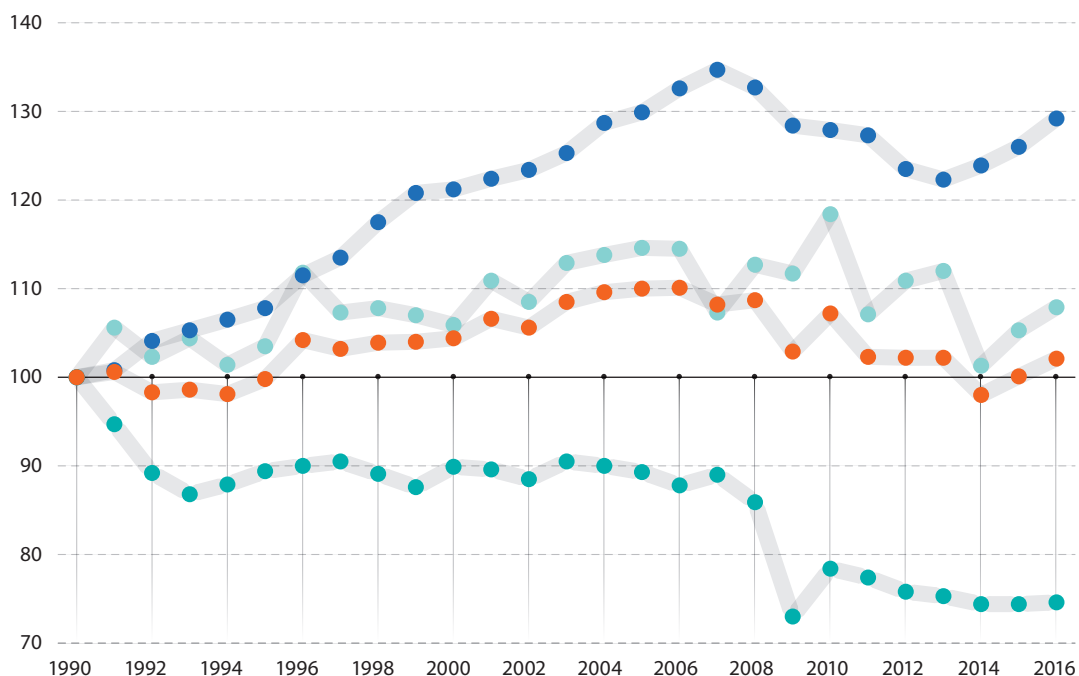
En 2016, la consommation finale d'énergie de l'UE-28 s'élevait à 1 108 millions TEP. Les produits pétroliers représentaient presque deux cinquièmes (39,5 %) de la consommation finale d'énergie de l'UE-28, le gaz naturel (22,1 %) et l'énergie électrique (21,6 %) ayant également connu des parts relativement élevées.

Par rapport à 1990, la consommation de l'UE-28 est presque restée stable avec une augmentation moyenne de 0,1 % par an. Cette stabilité relative de la consommation d'énergie au sein de l'UE-28 dissimule une modification importante des modes de consommation avec le passage de combustibles solides à des sources d'énergie renouvelable : la part des combustibles solides a chuté de 11,4 % à 4,1 % entre 1990 et 2016, tandis que celle des énergies renouvelables a augmenté de 3,6 % à 8,0 %.



Consommation finale d'énergie par destination finale

(1990 = 100, sur la base des données en tonnes-équivalent pétrole, UE-28, 1990-2016)



- **Transport**
- **Autres secteurs**
- **Total**
- **Industrie**

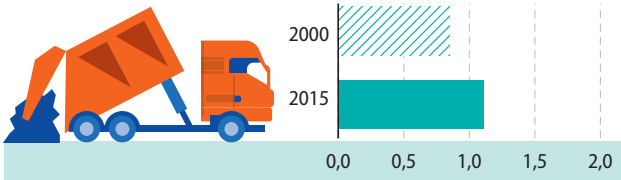
Source : Eurostat (code des données en ligne : nrg_110a)

En 2016, les transports représentaient un tiers (33,2 %) de l'énergie consommée au sein de l'UE-28, tandis que l'industrie représentait un quart (25,0 %), laissant 41,9 % principalement pour la consommation résidentielle et les services. Bien que le niveau de la consommation finale d'énergie n'ait pratiquement pas changé entre 1990 et 2016 au sein de l'UE-28, une tendance relativement constante d'augmentation de la consommation par le secteur du transport a été observée (si ce n'est au cours de la crise économique et financière mondiale) : le niveau de consommation de ce secteur a globalement augmenté de 29,2 %. En revanche, la consommation finale d'énergie de l'industrie au sein de l'UE-28 a chuté de 25,4 % au cours de la période considérée.

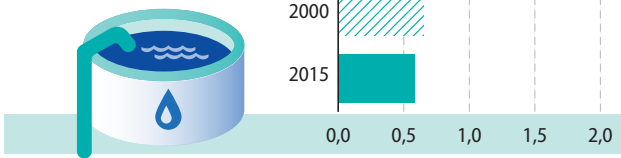


Environnement

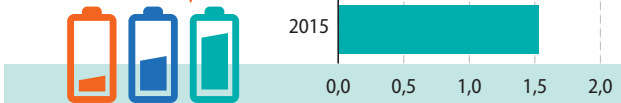
Gestion des déchets



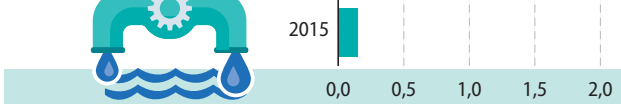
Gestion des eaux usées



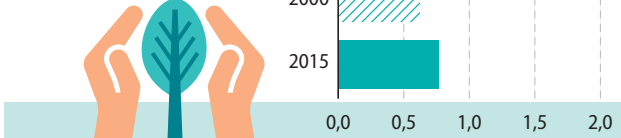
Gestion des ressources énergétiques



Gestion des ressources d'eau



Autres activités de protection de l'environnement



Emploi dans l'économie de l'environnement

(millions d'équivalents temps plein, UE-28, 2000 et 2015)

L'économie de l'environnement comprend des activités en lien avec la protection de l'environnement et la gestion des ressources naturelles. L'économie de l'environnement au sein de l'UE-28 occupait 4,1 millions d'équivalents temps plein en 2015, une augmentation de 47,3 % par rapport à la situation en 2000. La part de l'économie de l'environnement dans le total des emplois a également augmenté au cours de la même période, de 1,3 % à 1,8 %. L'activité ayant affiché la croissance la plus importante (au cours de la période 2000-2015) au sein de l'économie de l'environnement de l'UE-28 était la gestion des ressources énergétiques (1,5 million de personnes occupées en termes d'équivalents temps plein en 2015), suivie de la gestion des déchets (1,1 million).

Source : Eurostat (code des données en ligne : env_ac_egss1)

4,0 DK
3,9 SI
3,8 EL
3,7 LV
3,5 HR, IT
3,4 NL
3,1 FI, EE
3,0 CY



Produit des taxes environnementales

(part en pourcentage du PIB, 2016)

Les taxes environnementales peuvent servir à influencer le comportement des opérateurs économiques, qu'il s'agisse de producteurs ou de consommateurs. En 2016, le produit des taxes environnementales de l'UE-28 était estimé à 364,4 milliards d'euro, l'équivalent de 2,4 % du PIB. Ce taux culminait à 4,0 % au Danemark, alors que des taux d'au moins 3,5 % étaient également enregistrés en Slovaquie, en Grèce, en Lettonie, en Croatie et en Italie. En revanche, le produit des taxes environnementales représentait moins de 2,0 % du PIB en Lituanie, en Allemagne, en Espagne, en Irlande, en Slovaquie et au Luxembourg.

Remarque : données 2014 pour LI.

Source : Eurostat (code des données en ligne : env_ac_tax)

2,8 MT, BG, HU
2,7 PL
2,6 PT

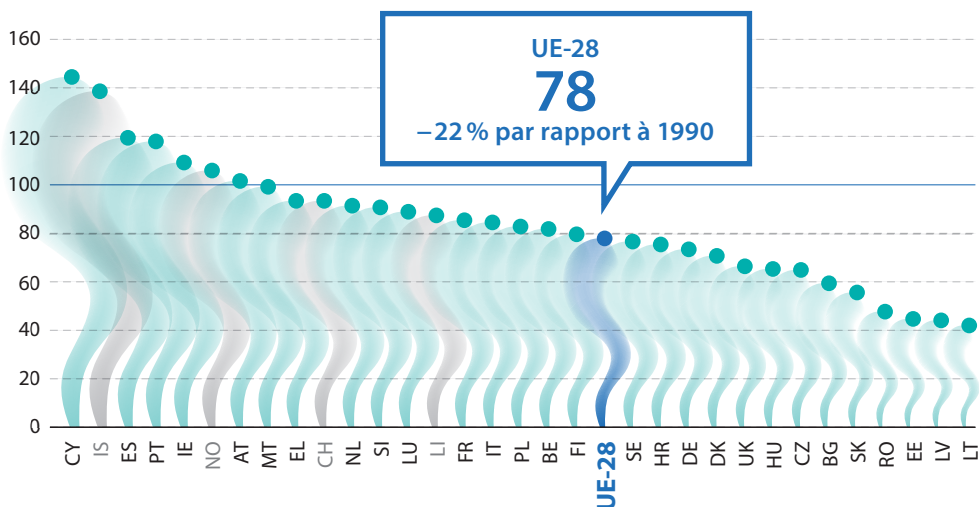
Émissions de gaz à effet de serre

(1990 = 100, sur la base des données en tonnes-équivalent CO₂, 2015)

Afin de contribuer à l'objectif global de limiter le réchauffement climatique, l'UE s'est engagée à continuellement réduire la quantité de gaz à effet de serre qu'elle émet. En 2015, l'UE dans son ensemble avait réduit les émissions de gaz à effet de serre de 22,1 % par rapport à leurs niveaux de 1990. Entre 1990 et 2015, la quantité des émissions de gaz à effet de serre a diminué de plus de moitié en Roumanie, en Estonie, en Lettonie et en Lituanie, et a diminué dans la grande majorité (23) des États membres.

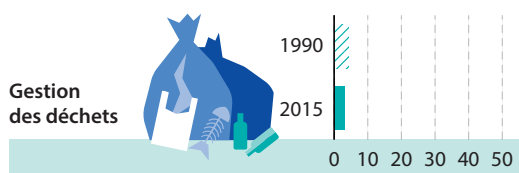
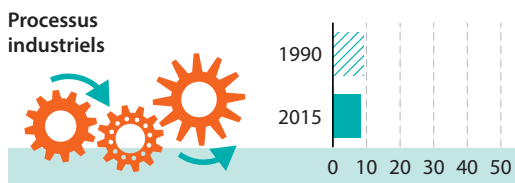
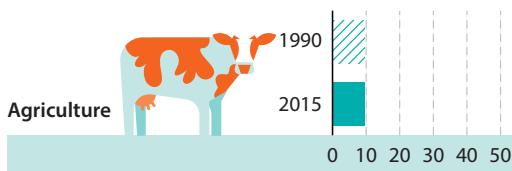
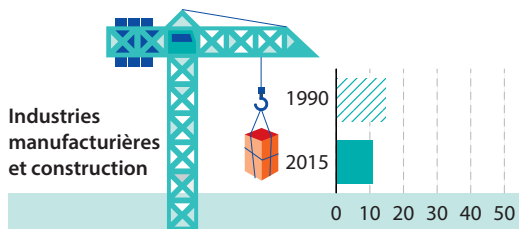
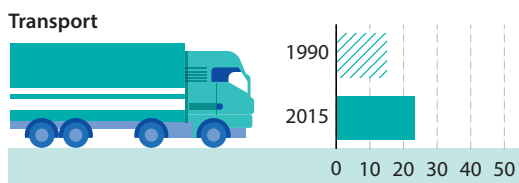
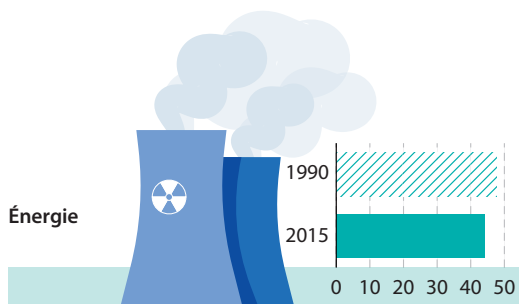
2,4 UE-28, UK, NO, AT
2,3 RO
2,2 FR, BE, SE
2,1 CZ

1,9 LT, DE, ES
1,8 IE, SK, LU
1,7 CH
1,6 IS



Source : Eurostat (code des données en ligne : env_air_gge), basé sur l'Agence européenne de l'environnement (AEE)

0,8 LI

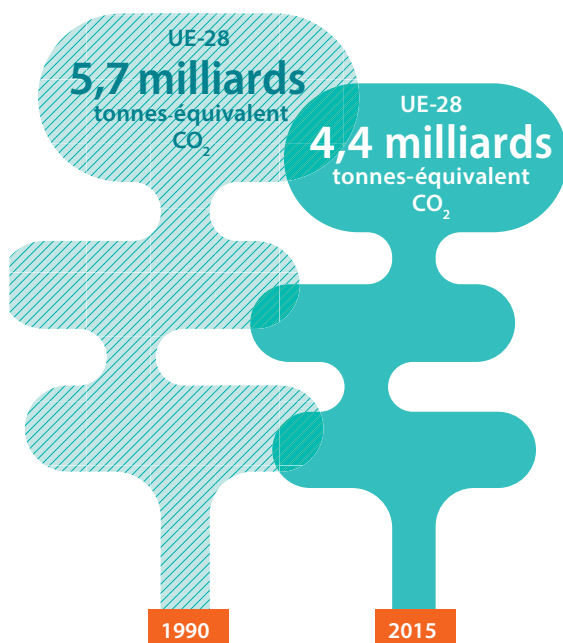


Émissions de gaz à effet de serre par secteur source

(part en pourcentage du total, sur la base des données en tonnes-équivalent CO₂, UE-28, 1990 et 2015)

En 2015, le volume total des émissions de gaz à effet de serre de l'UE-28 s'élevait à 4 452 millions de tonnes-équivalent CO₂. Les principales sources d'émissions de gaz à effet de serre au sein de l'UE-28 étaient l'énergie (44,2 % du total; comprend la combustion de carburant dans les industries énergétiques et les autres secteurs de l'énergie) et les transports (23,5 %; y compris les transports aériens internationaux), alors que la combustion de carburants dans l'industrie manufacturière et la construction (10,9 %), l'agriculture (9,8 %), les processus industriels et l'utilisation de produits (8,4 %) et la gestion des déchets (3,1 %) y ont contribué dans une moindre mesure. Les transports ont été la seule source d'émissions de gaz à effet de serre à augmenter entre 1990 et 2015 (de 23,1 %); hormis ce secteur, les émissions ont diminué d'au moins un cinquième pour chacune des sources restantes.

Source : Eurostat (code des données en ligne : [env_air_gge](#)), basé sur l'Agence européenne de l'environnement (AEE)



777 DK

754 NO

720 CH

656 IS

640 CY

627 DE

621 MT

614 LU

564 AT

562 IE

520 NL

511 FR

504 FI

498 EL

497 IT

483 UK

482 UE-28

466 SI

461 PT

444 LT

443 ES, SE

420 BE

410 LV

404 BG

403 HR

379 HU

376 EE

348 SK

339 CZ

307 PL

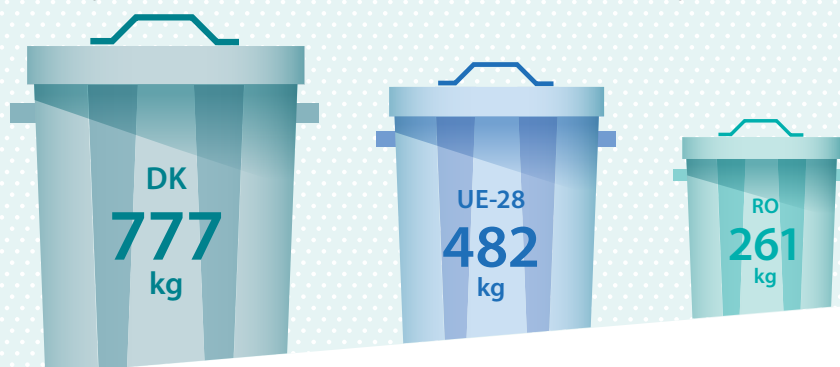
261 RO

Production de déchets municipaux

(kg par habitant, 2016)

Au sein de l'UE-28, chaque personne a en moyenne produit 482 kg de déchets municipaux en 2016. Il convient de noter qu'une partie des déchets municipaux provient de points de vente au détail, de bureaux ou d'institutions publiques. Parmi les États membres de l'Union, la production de déchets municipaux culminait à 777 kg par habitant au Danemark, tandis que

Chypre, l'Allemagne, Malte et le Luxembourg affichaient des moyennes entre 610 et 640 kg par personne. En revanche, la Hongrie, l'Estonie, la Slovaquie, la République tchèque et la Pologne ont enregistré des moyennes dans une fourchette de 300 à 400 kg, seule la Roumanie ayant affiché une moyenne inférieure à cette fourchette (261 kg).



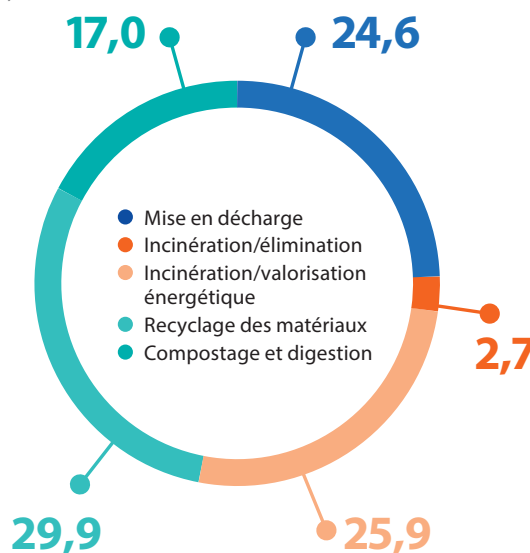
Remarque : données 2014 pour IE.

Source : Eurostat (code des données en ligne : env_wasmun)

Traitement des déchets municipaux

(part en pourcentage du total, UE-28, 2016)

Les déchets municipaux ne constituent qu'environ un dixième du total des déchets produits au sein de l'UE. Ils sont toutefois de plus en plus considérés comme un indicateur important de développement durable, vis-à-vis par exemple des taux de recyclage et de l'utilisation efficace des ressources. En 2016, quelques 240,6 millions de tonnes de déchets municipaux ont été traités au sein de l'UE-28, ce qui représente 98 % des déchets produits. Le recyclage des matériaux représentait la part la plus élevée (29,9 %) des déchets municipaux ayant été traités au sein de l'UE-28 en 2016, suivi par l'incinération avec valorisation énergétique (25,9 %) et la mise en décharge (24,6 %). Entre 2008 et 2016, une réduction importante de l'incinération (sans valorisation énergétique) et de la mise en décharge a été observée, suite à laquelle l'incinération avec valorisation énergétique a connu la croissance la plus rapide.

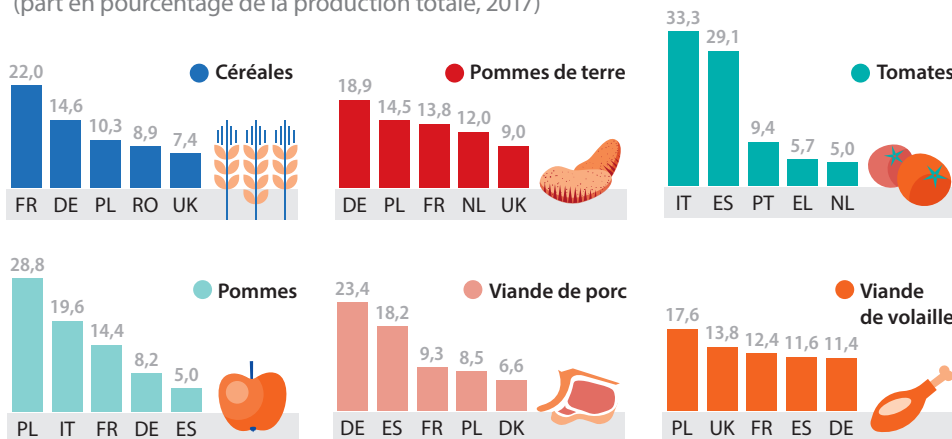


Source : Eurostat (code des données en ligne : env_wasmun)

Agriculture

Cultures et production animale — cinq premiers pays

(part en pourcentage de la production totale, 2017)



Les produits agricoles constituent une part importante de l'identité régionale et culturelle de l'UE, au moins partiellement du fait de la grande variété des environnements naturels, des climats et des pratiques agricoles. En 2017, 312,3 millions de tonnes de céréales ont été récoltées au sein de l'UE-28 (la France représentant la part la plus importante ; 22,0 %), ainsi que 62,0 millions de tonnes de pommes de terre (l'Allemagne représentant la part la plus importante ; 18,9 %). En 2017, l'Allemagne a produit presque un quart (23,4 %) de la production totale de viande de porc (23,3 millions de tonnes) au sein de l'UE-28, tandis que la Pologne était le premier producteur de viande de volaille (17,6 % du total) de l'Union.

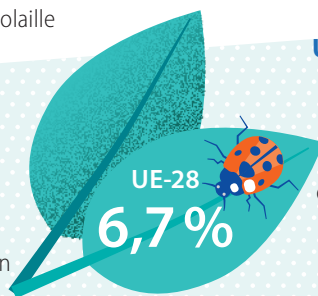
Remarque : la production de viande de volaille pour l'UE-28 ne contient pas EE, NL, AT et SI. Données 2016 pour les tomates et les pommes.

Source : Eurostat (codes des données en ligne : [apro_cpn1](#) et [apro_mt_pann](#))

Surfaces cultivées en agriculture biologique

(part en pourcentage du total de la surface agricole cultivée, 2016)

En 2016, la surface totale disponible pour des cultures biologiques au sein de l'UE-28 était estimée à 11,9 millions d'hectares. Ce chiffre comprend des surfaces ayant été entièrement converties et des surfaces en cours de conversion (hors jardins potagers). L'agriculture biologique représentait 6,7 % du total de la surface agricole cultivée de l'UE-28, cette part allant d'un maximum de 21,3 % en Autriche, 18,3 % en Suède et 18,0 % en Estonie, à moins de 2,0 % en Irlande et en Roumanie, et à un minimum de 0,2 % à Malte.



Remarque : données 2015 pour IS.

Source : Eurostat (code des données en ligne : [org_cropar](#))

AT	21,3
SE	18,3
EE	18,0
CZ, IT	14,0
CH	13,5
LV	13,4
FI	10,5
SK	9,8
SI	9,1
ES	8,5
DK	7,7
LT	7,5
DE, PT	6,8
UE-28	6,7
EL	6,5
HR	6,1
BE	5,8
FR	5,3
CY, NO	4,9
PL	3,7
HU	3,5
LU	3,3
BG	3,2
NL	2,9
UK	2,8
IE, RO	1,7
IS	1,4
MT	0,2

Glossaire

Balance commerciale : la différence entre la valeur des biens/services exportés par un pays (ou une zone économique) et la valeur des biens/services importés par le même pays.

Céréales : comprennent le blé (froment dur, épeautre et froment tendre), le seigle, le méteil, l'orge, l'avoine, les mélanges de céréales d'été, le maïs-grain, le sorgho, les triticales, ainsi que d'autres céréales telles que le sarrasin, le millet, l'alpiste et le riz.

Taux de **chômage** : le nombre des personnes au chômage en pourcentage de la **population active**.

Chômeurs : une personne âgée de 15 à 74 ans, sans travail durant la semaine de référence, disponible pour commencer à travailler au cours des deux semaines suivantes (ou ayant déjà trouvé un emploi devant débiter dans les trois mois suivants), et qui était activement à la recherche d'un emploi au cours des quatre semaines précédentes.

Classes de taille des entreprises : sont le plus couramment définies par le **nombre de personnes occupées**. Les micro-entreprises emploient moins de 10 personnes ; les petites entreprises emploient de 10 à 49 personnes ; les entreprises moyennes emploient de 50 à 249 personnes, et les grandes entreprises emploient 250 personnes ou plus.

Consommation finale d'énergie : l'énergie totale consommée par les utilisateurs finaux tels que les ménages, l'industrie et l'agriculture ; exclut l'énergie consommée par le secteur énergétique lui-même.

Déficit/excédent public : la différence entre les **dépenses et les recettes publiques**.

Premières **demandes d'asile** : une demande de protection internationale est une demande d'**asile** telle que définie à l'article 2, point h), de la **directive 2011/95/UE** de l'**Union européenne (UE)**, c'est-à-dire également une demande visant à obtenir le statut de **réfugié** ou le statut conféré par la protection subsidiaire. Les primo-demandeurs sont des personnes qui, au cours de la période de référence, ont présenté une demande d'asile pour la (toute) première fois dans un État membre donné de l'Union.

Taux de **dépendance des personnes âgées** : le rapport entre le nombre de personnes âgées à un âge où ils sont généralement inactifs économiquement (c'est à dire 65 ans ou plus) et le nombre de personnes en âge de travailler (c'est à dire 15 à 64 ans).

Taux de **dépendance énergétique** : la part de l'énergie qu'une économie doit importer ; les **importations** nettes d'énergie divisées par la **consommation intérieure brute d'énergie**, y compris les combustibles livrés aux **soutes maritimes internationales**. Le résultat est exprimé en pourcentage.

Dépenses intérieures brutes de R & D : les dépenses de recherche et développement (R & D) effectuées par des entreprises, des établissements d'enseignement supérieur ainsi que des organismes publics ou privés sans but lucratif.

Dettes publiques : la valeur de l'endettement total brut en cours à la fin de l'exercice comptable. Sa



définition tient compte des devises et dépôts, titres de créances et prêts.

Écart de rémunération entre les hommes et les femmes : la différence de **salaire** horaire brut moyen entre les hommes et les femmes **salariés** en pourcentage du salaire horaire brut moyen des hommes salariés.

Enchaînement d'indices : implique la combinaison de deux séries chronologiques ou plus se chevauchant au cours d'une période (au moins) en rééchelonnant l'une d'elles afin de produire une série chronologique unique ; cela peut par exemple être réalisé si les séries chronologiques ont des années de base différentes.

Énergies renouvelables : une source d'énergie qui se renouvelle naturellement (hydroélectricité, énergie solaire, éolienne et marémotrice, par exemple).

Équivalent temps plein (ETP) : obtenu en comparant le **nombre d'heures consacrées** à l'exercice d'une activité professionnelle ou à l'étude par un individu au nombre moyen d'heures effectuées par un travailleur ou un étudiant à temps plein. Une personne travaillant ou étudiant à temps plein correspond donc à un ETP, tandis qu'une personne travaillant ou étudiant à temps partiel reçoit une valeur proportionnelle au nombre d'heures consacrées à cette activité.

Équivalents CO₂ : une unité de mesure permettant de comparer les émissions de différents **gaz à effet de serre** sur la base de leur **potentiel de réchauffement planétaire (PRP)**, en convertissant une quantité d'un gaz autre que le dioxyde de carbone en une quantité équivalente de dioxyde de carbone qui aurait le même potentiel de réchauffement planétaire.

Taux d'**emploi** : le rapport entre le nombre de **personnes occupées** et le total de la population comparable.

Espérance de vie à la naissance : le nombre moyen d'années qu'un nouveau-né peut espérer vivre, dans l'hypothèse d'un maintien des conditions de mortalité au moment de sa naissance durant tout le reste de sa vie.

Exportations : les exportations de biens extra-UE comprennent les biens qui quittent le **territoire statistique** de l'**Union européenne** à destination d'un pays tiers après avoir été placés sous le régime douanier de l'exportation ou du perfectionnement passif. Les exportations de biens intra-UE sont des biens qui quittent un État membre de l'UE pour un autre État membre et qui se trouvent en libre pratique ou ont été placés sous l'un des régimes douaniers du perfectionnement actif.

Taux de **fécondité** : le nombre moyen d'enfants qu'aurait mis au monde une femme durant sa vie si, au cours de sa période de reproduction, elle avait eu un taux de fécondité conforme aux taux de fécondité par âge pour une année donnée.

Importations : les importations extra-UE comprennent les marchandises entrant sur le **territoire statistique** de l'**Union européenne** en provenance d'un pays tiers, et qui sont placées sous le régime douanier de la mise en libre pratique, ou du perfectionnement actif. Les importations intra-UE comprennent les marchandises entrantes dans un État membre de l'UE et qui soit se trouvent en libre circulation soit ont été placées sous les procédures douanières de perfectionnement actif.

Incapacité de faire face à des dépenses imprévues : l'incapacité de payer une dépense nécessaire imprévue avec ses propres ressources. Le montant de cette dépense est spécifique à chaque pays et correspond à 1/12 du seuil de risque de pauvreté national.

Incapacité de s'offrir une semaine de vacances annuelles loin du domicile : l'incapacité de s'offrir une semaine de vacances loin du domicile, même en ayant recours à une forme d'aide sociale.

Incinération : l'élimination des **déchets** par traitement thermique, sur terre ou en mer. On parle d'incinération avec récupération d'énergie lorsque l'énergie générée est maîtrisée et réutilisée. Dans le cas d'une incinération sans valorisation énergétique, la chaleur produite par la combustion est perdue (dispersée dans l'environnement).

Taux d'**inflation** : le taux de variation du prix de biens et de services pour une période donnée par rapport au prix enregistré dans une période précédente.



Jeunes ayant quitté prématurément le système d'éducation et de formation

: une personne âgée entre 18 et 24 ans n'ayant pas achevé l'**enseignement secondaire** et ne poursuivant ni **études** ni formation complémentaires.

Lieux d'hébergement touristique : mise à disposition d'un hébergement de courte durée contre paiement.

Ménage à faible intensité de travail : un ménage dont les membres en âge de travailler ont travaillé moins de 20 % de leur potentiel total au cours des 12 mois précédents.

Mise en décharge : le dépôt de **déchets** sur la surface terrestre ou dans des masses d'eau, ou leur enfouissement.

Niveau de prix relatif : le ratio entre une **parité de pouvoir d'achat (PPA)** et le taux de change du marché.

Nuitée : chaque nuit qu'un touriste passe réellement dans un établissement, quelle qu'en soit la raison principale (affaires, tourisme ou autres raisons personnelles).

Personnes occupées : une personne âgée de 15 ans ou plus qui, au cours de la semaine de référence, a travaillé pour en tirer une rémunération ou un gain lucratif, ou a effectué un travail non rémunéré au sein de l'entreprise familiale. La personne pourrait aussi ne pas avoir travaillé, mais avoir été temporairement absente d'un emploi ou d'une entreprise pour cause de maladie, de congé, de conflit social ou d'éducation et de formation.

Population économiquement active (aussi appelé population active ou force(s) de travail) : comprend l'ensemble des **individus exerçant un emploi** (employés et travailleurs indépendants) et des **chômeurs**. Elle n'inclut pas, en revanche, les individus **inactifs** sur le plan économique, comme les enfants en âge scolaire ou préscolaire, les étudiants et les retraités.

Population économiquement inactive : voir population économiquement active.

Privation matérielle : correspond à l'incapacité forcée à payer un certain nombre de factures ou

de dépenses. Les points suivants sont examinés : les dépenses imprévues ; une semaine de vacances annuelles loin du domicile ; un repas comprenant de la viande, de la volaille, du poisson (ou l'équivalent végétarien) un jour sur deux ; le chauffage approprié d'une habitation ; des biens durables comme une machine à laver, une télévision couleur, un téléphone ou une voiture ; faire face à des arriérés de paiement (prêt hypothécaire ou loyer, factures de services publics, achats à tempérament ou autres prêts). Le taux de privation matérielle aiguë correspond à l'incapacité forcée à couvrir les dépenses liées à au moins quatre des éléments susmentionnés.

Indice des **prix à la production** : un indicateur **conjoncturel** dont l'objectif est de mesurer l'évolution du prix des opérations économiques.

Production animale : l'abattage d'animaux propres à la consommation humaine.

Produit intérieur brut (PIB) : un indicateur **agrégé** de la production, qui équivaut à la somme de la **valeur ajoutée** brute de toutes les unités institutionnelles résidentes engagées dans la production, augmentée des impôts et diminuée de toute subvention sur les produits. La valeur ajoutée brute correspond à la différence entre la production et la **consommation intermédiaire**.

Taux de **réussite dans l'enseignement supérieur** : le niveau d'éducation le plus élevé ayant été atteint par un individu est l'enseignement supérieur qui correspond aux niveaux 5 à 8 de la **CITE** de 2011.

Risque de pauvreté ou d'exclusion sociale : la situation de personnes soit exposées à un **risque de pauvreté**, soit confrontées à une **privation matérielle aiguë**, soit vivant dans un **ménage à faible intensité de travail**.

Risque de pauvreté : les personnes ayant un **revenu disponible équivalent** (après transferts sociaux) inférieur au seuil de risque de pauvreté, fixé à 60 % du revenu disponible équivalent **médian** national après **transferts sociaux**.

Solde migratoire : la différence entre l'immigration et l'émigration survenues dans une zone géographique donnée pendant une année donnée.



Standard de pouvoir d'achat (SPA) : unité monétaire artificielle. En théorie, un SPA permet de se procurer la même quantité de biens et de services dans tous les pays. Toutefois, en raison des différences de prix, les mêmes biens et services demandent un montant différent en monnaie nationale en fonction des pays.

Surfaces cultivées en agriculture biologique : terres entièrement converties à l'**agriculture biologique** et surfaces en cours de conversion. L'agriculture biologique est un mode de production agricole ayant recours à des méthodes de production biologique et accordant la plus haute importance à la protection de l'environnement et de la faune sauvage ainsi qu'à la prise en compte du bien-être des animaux.

Tonne-équivalent pétrole : une unité normalisée de mesure du pouvoir calorifique, équivalente au pouvoir calorifique approximatif d'une tonne de pétrole brut.

Transport maritime à courte distance : le transport maritime de marchandises sur des distances relativement courtes, par opposition au transport maritime intercontinental transocéanique **au long cours**.

Valeur ajoutée brute : production (aux prix de base) moins la **consommation intermédiaire** (aux prix d'acquisition) ; le solde du **compte de production** en comptabilité nationale.

Variation naturelle de la population : la différence entre le nombre de **naissances vivantes** et le nombre de **décès** pendant une période donnée (généralement un an). Elle peut être soit positive, soit négative.

Comment prendre contact avec l'Union européenne?

En personne

Dans toute l'Union européenne, des centaines de centres d'information Europe Direct sont à votre disposition. Pour connaître l'adresse du centre le plus proche, visitez la page suivante :

https://europa.eu/european-union/contact_fr

Par téléphone ou courrier électronique

Europe Direct est un service qui répond à vos questions sur l'Union européenne. Vous pouvez prendre contact avec ce service :

- via un numéro gratuit : 00 800 6 7 8 9 10 11 (certains opérateurs facturent cependant ces appels),
- au numéro de standard suivant : +32 22999696;
- par courrier électronique via la page https://europa.eu/european-union/contact_fr

Comment trouver des informations sur l'Union européenne?

En ligne

Des informations sur l'Union européenne sont disponibles, dans toutes les langues officielles de l'UE, sur le site internet Europa à l'adresse <https://europa.eu>

Publications de l'Union européenne

Vous pouvez télécharger ou commander des publications gratuites et payantes sur le site EU Bookshop à l'adresse suivante : <https://publications.europa.eu/fr>. Vous pouvez obtenir plusieurs exemplaires de publications gratuites en contactant Europe Direct ou votre centre d'information local (https://europa.eu/european-union/contact_fr).

Droit de l'Union européenne et documents connexes

Pour accéder aux informations juridiques de l'Union, y compris à l'ensemble du droit de l'UE depuis 1951 dans toutes les versions linguistiques officielles, consultez EUR-Lex à l'adresse suivante : <https://eur-lex.europa.eu>.

Données ouvertes de l'Union européenne

Le portail des données ouvertes de l'Union européenne (<https://data.europa.eu/euodp/fr>) donne accès à des ensembles de données provenant de l'UE. Les données peuvent être téléchargées et réutilisées gratuitement, à des fins commerciales ou non commerciales.

Chiffres clés sur l'Europe

STATISTIQUES ILLUSTRÉES

Chiffres clés sur l'Europe — Statistiques illustrées présente une sélection de données statistiques sur l'Union européenne (UE). La plupart des données couvrent l'Union européenne et ses États membres ainsi que les pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE). Cette publication peut être considérée comme une introduction aux statistiques européennes et constitue un point de départ pour ceux qui souhaitent explorer la large palette de données accessibles gratuitement sur le site web d'Eurostat <https://ec.europa.eu/eurostat/fr> et présentées dans un grand nombre d'articles en ligne sur *Statistics Explained*.

Pour plus d'informations :

<https://ec.europa.eu/eurostat/fr/>



Office des publications